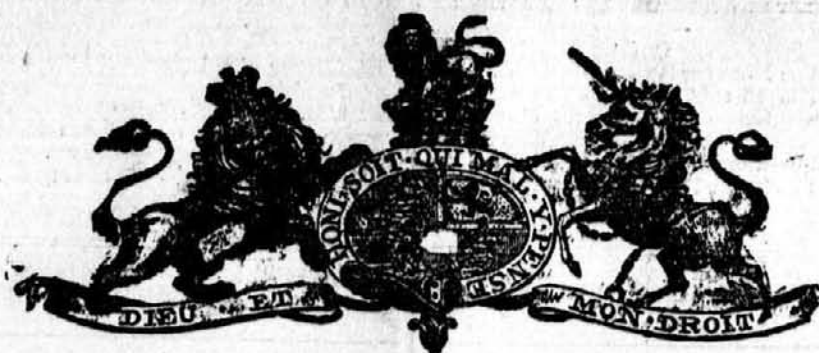




Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 26 AOUT 1899.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2125

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 16 août 1899, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Montréal, MM. David H. Fraser, William H. Fraser, Samuel J. Mathewson, Jas. McBride, Thos. Pheelan, S. Lecavalier, J. Riddle, Thos. O'Connell et B. Oldride, de la cité de Montréal; Louis Garand, J.-Bte Bellefeuille, Ex. Gariépy, Eustache Pilon, Marcellin Charette, Séraphin Leclair, Pierre Valois, M. D., et Joseph Allard, de Lachine, comté de Jacques-Cartier.

3009

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes en date du 23 août 1898, pour le canton de Chatham, comté d'Argenteuil, et de nommer par commission en date du 16 août 1899, MM. John Campbell, Pierre Carrière, Philibert Filion, John Stewart, Horatio Hartley, John McMicken, Sévère Desjardins et Peter Brierton, commissaire de la dite cour.

3011

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 26th AUGUST, 1899.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2126

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 16th of August, 1899, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Messrs. David H. Fraser, William H. Fraser, Samuel J. Mathewson, Jas. McBride, Thos. Pheelan, S. Lecavalier, J. Riddle, Thos. O'Connell and B. Oldride, of the city of Montreal; Louis Garand, J. Bte Bellefeuille, Ex. Gariépy, Eustache Pilon, Marcellin Charette, Séraphin Leclair, Pierre Valois, M. D., and Joseph Allard, of Lachine, county of Jacques Cartier.

3010

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 23rd of August, 1898, for the township of Chatham, county of Argenteuil, and to appoint by commission dated the 16th of August, 1899, Messrs. John Campbell, Pierre Carrière, Philibert Filion, John Stewart, Horatio Hartley, John McMicken, Sévère Desjardins and Peter Brierton, commissioner of the said court.

3012

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 18 août 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 18 août 1899, de nommer MM. Xavier Fortin, Samuel Harrison, fils d'Augustin, et Joseph Boucher, estimateurs pour la municipalité de Sainte-Félicité, comté de Matane, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal.

3013

Proclamations

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTE.

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, *Assist. Proc. Général.* } **A**TTENDU que dans et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année de Notre Règne, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établis et en fixer les tenants et aboutissants ;" Et ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté d'OTTAWA, dans le district d'OTTAWA, dans Notre province de Québec, en un canton sous le nom de canton WURTELE.

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton WURTELE, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté d'OTTAWA, dans le dit district d'OTTAWA, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Adélard Turgeon, Notre Commissaire de la Colonisation et des Mines, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Toute l'étendue de terrain bornée au nord-est par le canton projeté de Moreau, au sud par le canton de Campbell, et vers l'ouest par la rivière du Lièvre.

Les limites de ce territoire sont comme suit, savoir :

Partant de la borne qui marque le coin nord-ouest du dit canton de Campbell, sur la rive gauche de la rivière du Lièvre, la limite nord de ce dernier canton telle qu'elle existe sur le terrain, et dont la direction théorique est vrai est, sur une longueur de six cent quarante (640) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la rencontre de la limite sud-ouest du dit canton projeté de Moreau ; de là, cette dernière limite telle qu'elle a été tracée sur le terrain, et dont la direction théorique est nord quarante-cinq degrés ouest vrai, jusqu'à la borne qui marque le sommet de l'angle le plus au nord du dit territoire, et qui marque aussi le sommet de l'angle ouest du dit canton projeté de Moreau, distance de sept cent (700) chaînes, plus ou moins ; de là, la rive gauche de la

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 18th August, 1899.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 18th of August, 1899, MM. Xavier Fortin, Samuel Harrison, son of Augustin, and Joseph Boucher, valuers for the municipality of Sainte-Félicité, county of Matane, in virtue of the provisions of article 728 of the municipal code.

3014

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, *Asst. Atty. General.* } **W**HEREAS, in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of Our Reign, and intituled : "An Act for the union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ; And whereas We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands situate and being in the county of OTTAWA, in the district of OTTAWA, in Our Province of Quebec, into a township under the name of township WURTELE.

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township WURTELE, the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of OTTAWA, in the said district of OTTAWA, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Adélard Turgeon, Our Commissioner of Colonization and Mines, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

All that tract of land bounded on the north east by the projected township of Moreau, on the south by the township of Campbell, and on the west by the river Du Lièvre.

The boundaries of the said territory are as follows, to wit :

Starting from the boundary which marks the north west corner of the said township of Campbell, on the left bank of the river Du Lièvre, the northern limit of this latter township as it is on the ground, and whose theoretical direction is due east, for a length of six hundred and forty (640) chains, more or less, to its intersection with the south west limit of the said projected township of Moreau ; from thence, this last limit such as it is traced on the ground, and whose theoretical direction is north forty-five degrees due west, to the boundary which marks the summit of the most northerly angle of the said territory, and which marks also the summit of the west angle of the said projected township of Moreau, a distance of seven hundred (700) chains,

dite rivière du Lièvre jusqu'au point de départ, distance en ligne droite de cinq cent trente-deux (532) chaînes, plus ou moins.

Le dit territoire a une superficie d'environ vingt mille (20,000) acres, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département de la Colonisation et des Mines.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le QUINZIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit QUINZIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, un canton sous le nom du canton WURTELE, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton WURTELE, comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

3007 Assistant secrétaire de la province.

Canada
Province de
Québec
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-NEUVIEME jour du mois d'AOUT mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit,

more or less ; from thence, the left bank of the said river Du Lièvre to the starting point, a distance in a straight line of five hundred and thirty-two (532) chains, more or less.

The said territory covers a territory of twenty thousand acres (20,000 ac.), more or less, such as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the Colonization and Mines Department.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the FIFTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said FIFTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, a township under the name of the township WURTELE, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township WURTELE, as aforesaid.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Governor of the Province of Québec, At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this SEVENTEENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

3008 Assistant provincial secretary.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the NINETEENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the NINETEENTH day of the month of AUGUST, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at

vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2815

Avis du Gouvernement

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 16 août 1899, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 18 août 1899.

No 398.

Concernant les règlements du conseil d'hygiène.

L'honorable secrétaire de la province *ad interim*, dans un rapport en date du seize août courant (1899), expose : que le conseil d'hygiène soumet pour approbation certains amendements qu'il a faits à ses règlements, et dont copie est annexée au dit rapport.

Vu le rapport du procureur général en date du 14 septembre 1898, l'honorable secrétaire *ad interim* propose que les amendements soumis soient approuvés, en vertu de la section trois de l'article 3058 des S. R. P. Q., tel que remplacé par 54 Vic., ch. 27.

Certifié,
(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

Copie conforme,
JOS. DUMONT,
Assistant secrétaire de la province suppléant.

PROJET D'AMENDEMENT DES RÈGLEMENTS DU CONSEIL D'HYGIÈNE.

Les règlements du conseil d'hygiène de la province de Québec, tels que publiés dans la *Gazette Officielle* du 13 janvier 1891, sont amendés comme suit :

(a) L'article 6 est amendé en ajoutant à la fin du dit article les mots suivants : "Cependant, lorsqu'il s'agit de fièvre typhoïde, l'officier exécutif du bureau local d'hygiène peut dispenser des désinfections décrites à la cédula A, s'il est satisfait des précautions prises pour prévenir la contagion."

(b) L'article 7 est amendé en ajoutant à la fin du dit article les mots suivants : "Lorsqu'il s'agit de fièvre typhoïde, l'officier exécutif du bureau local d'hygiène peut dispenser des désinfections prescrites ci-dessus, s'il est satisfait des précautions prises pour prévenir la contagion."

(c) Le règlement suivant est ajouté après l'art. 18 :

18a.—Chaque fois qu'un maître d'école a raison de croire que la variole, le choléra asiatique, le

the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESSE Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our city of Québec, in Our said Province of Québec, this SEVENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2816

Government Notices

COPY of the report of a committee of the Honorable Executive Council dated the 16th of August, 1899, approved by the Lieutenant Governor on the 18th of August, 1899.

No. 398.

Concerning the regulations of the board of health.

The honorable the Interim Provincial Secretary, in a memorandum dated the sixteenth of August instant, (1899), exposes : that the board of health submits for approval certain amendments which it has made to its regulations, and a copy of which is annexed to the said report.

Seeing the report of the attorney general dated the 14th of September, 1898, the honorable the Interim Secretary proposes that the amendments submitted be approved, in virtue of section third of the article 3058 of the R. S. P. Q., such as replaced by the 54 Vict., ch. 27.

Certified,
(Signed), GUSTAVE GRENIER,
Clerk Executive Council.

True copy,
JOS. DUMONT,
Acting Assistant Provincial Secretary.

DRAFT OF AMENDMENT TO THE BOARD OF HEALTH REGULATIONS.

The regulations of the board of health of the province of Québec, as published in the *Official Gazette* of the 13th January, 1891, are amended as follows :

(a) Article 6 is amended by adding at the end of the said article the following words : "However, when there is question of typhoid fever, the executive officer of the local health office may dispense with the disinfections set forth in schedule A, if he is satisfied with the precautions taken to prevent contagion."

(b) Article 7 is amended by adding at the end of the said article the following words : "When there is question of typhoid fever, the executive officer of the local health office may dispense with the disinfections herein above prescribed, if he is satisfied with the precautions taken to prevent contagion."

(c) The following regulation is added after art. 18 :

18a.—Any time that a school master has reason to believe that small pox, asiatic cholera, typhus,

typhus, la diphtérie, le croup, la fièvre scarlatine ou la rougeole existe dans la demeure d'un de ses élèves, il doit refuser l'entrée de l'école à cet élève, tant qu'on ne lui a pas présenté un certificat signé par un médecin, établissant qu'une telle maladie n'existe pas dans telle demeure. Toute infraction à ce règlement est passible d'une amende de vingt dollars.

(d) L'article 19 est amendé en retranchant du dit article les mots : "la fièvre typhoïde."

(e) L'article 23 est amendé en ajoutant après le mot "déjections", les mots : "matières fécales et urines."

(f) Le règlement suivant est ajouté après l'article 43 :

43a.—Il ne sera bâtie aucune habitation sur les terrains où il aura été déposé des déchets, vidanges et débris, à moins que ses fondations soient faites avec de la pierre et du ciment, et reposent sur du béton et qu'en outre, le sol des caves ou sous-sol de la bâtisse soit recouvert d'une couche de béton d'au moins 6 pouces d'épaisseur. Toute infraction à ce règlement rend passible d'une amende de vingt dollars.

(g) L'article 51 est amendé en retranchant le mot "public" au commencement du dit article, et de plus en ajoutant à la fin de l'article la phrase suivante : "Les déchets, vidanges et débris seront couverts d'au moins un pied de terre."

L'article tel qu'amendé se lit comme suit :

51.—Il ne peut être établi dans une municipalité aucun dépotoir de matières de vidanges, de détritus, de gadoues, de déchets ou d'immondices, sans la permission du conseil municipal de cette municipalité, et tel dépotoir doit être situé à au moins douze cents pieds de toute habitation ou de toute source d'eau d'alimentation. Les déchets, vidanges et débris seront couverts d'au moins un pied de terre.

(h) L'article 38 est amendé en retranchant à la fin du dit article les mots : "Il est strictement défendu de prendre de la glace dans les carrières."

3047

No 1198.91.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de "Dallaire," comté de Matane, les lots depuis et y compris le No 49 jusqu'au lot No 60 inclusivement, du 1er rang du canton de "Cherbourg," et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Cherbourg," dans le même comté.

2025-2

No. 1882.87.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de Lambton, comté de Beauce, les lots suivants, savoir : Nos 18, 19, 20 et 21 du XIe rang du canton de Stratford, ainsi que le lot No 21 du Xe rang du dit canton, et les annexer pour les fins scolaires, à la municipalité "d'Israëli," comté de Wolfe.

2923-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 4 août 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Pierre François Ernest Petit, écuyer, notaire public, de la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, par laquelle il demande le transfert en sa

diphtheria, croup, scarlet fever or measles exist in the abode of any of his pupils, he should refuse such pupil admission into his school as long as he has not been shown a certificate signed by a physician, attesting that such disease no longer exists in the said abode. Every infraction of this rule is punishable by a fine of twenty dollars.

(d) Article 19 is amended by striking from the said article, the words : "typhoid fever."

(e) Article 23 is amended by adding after the word "evacuations," the words : "fecal matters and urine."

(f) The following regulation is added after art. 43.

43a.—No dwelling house shall be erected on lots where night soil, garbage or street scrapings, have been deposited, unless the foundations are made with stone and rest on concrete, and moreover, the soil of the cellars or subsoil of the buildings must be covered over with a layer of concrete of six inches at least in thickness. Any infraction of this rule renders liable to a fine of twenty dollars.

(g) Article 51 is amended by striking out the word "public" at the commencement of the said article, and moreover by adding to the end of the article the following phrase : "The night soil, filth and street scrapings shall be covered with one foot of earth at least."

The article as amended will read as follows :

51.—No public dumping place for garbage, rubbish, street scrapings, night soil or filth shall be established in a municipality without the permission of the municipal council of such municipality, and such dumping place must be at a distance of at least twelve hundred feet from any dwelling or any well from which drinking water is taken. The garbage night soil and scrapings shall be covered with at least one foot of earth.

(h) Article 38 is amended by striking out at the end of the said article the words : "It is strictly forbidden to take ice in quarries."

3048

No. 1198.91.

PUBLIC INSTRUCTION DEPARTMENT.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

To detach from the school municipality of "Dallaire," county of Matane, the lots between and including No. 49 to lot No. 60 inclusively, of the 1st range of the township of "Cherbourg," and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Cherbourg," in the same county.

2926

No. 1882.87.

PUBLIC INSTRUCTION DEPARTMENT.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

To detach from the school municipality of Lambton, county of Beauce, the following lots, to wit : Nos. 18, 19, 20 and 21, of the XIth range of the township of Stratford, as also lot No. 21 of the Xth range of the said township, and annex them, for school purposes to the municipality of "Israëli," county of Wolfe.

2924

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 4th August, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant-governor of the province of Québec, by Pierre François Ernest Petit, esquire, notary public, of the town of Saint Jérôme, county and district of Terrebonne, by which he prays for the transfer in his favor of

faveur des minutes, répertoire et index de feu Melchior Prévost, en son vivant écuyer, notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.).

JOSEPH SHEHYN,
2849-3 Secrétaire de la province intérimaire.

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 12 septembre 1899, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
12 juillet 1899.

2543-7

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quelque chose qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou

the minutes, repertory and index of the late Melchior Prévost, in his lifetime, esquire, notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.).

JOSEPH SHEHYN,
2849 Provincial Secretary *ad interim*.

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Québec shall meet at Québec, on the 12th September, 1899, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
12th July, 1899.

2544

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege, or for any other

pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bill. privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque cham-

LOUIS FRECHETTE,

G. O. L.

2121

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législation de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier quelconque, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une contribution locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le

object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to be on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

C. L. G.

2122

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and

déplacement de bureaux locaux ; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas révisés conformément à cette règle, seront

individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only contain such provisions as may derogate from town corporations general clauses act, special in each special case the clause of the general which is sought to be departed from, and replaced by a new clause to be substituted for the one departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and

réfais par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, ayant d'être examinés par le comité des bills privés.

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décrire que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

2123

Greffier de l'Assemblée Législative.

reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines, and positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred; and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of a formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

2124

Clerk of the Legislative Assembly

Avis Divers

Avis est par le présent donné que l'assemblée annuelle des actionnaires de la Compagnie du Chemin de fer Châteauguay et Nord, aura lieu aux bureaux de la Compagnie, No. 8, Côte de la Place d'Armes, Montréal, mercredi, le vingtième jour de septembre prochain 1899, à trois heures et demie de l'après-midi, pour élire les directeurs et transiger les affaires en général de la compagnie.

J. P. MULLARKEY,

Secrétaire.

Montréal, 16 août 1899.

2909-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1775.

Dame Arthémise Perrault, épouse de Doscithé Dugas, plombier, des cité et district de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux.

MEUNIER & MEUNIER,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 11 août 1899.

2927-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 137.

Dame Marie Julie Martineau, épouse de Magloire Eugène Auclair, de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux.

ARTHUR DELISLE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 24 juillet 1899.

2845-3

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of the Châteauguay and Northern Railway Company, will be held at the offices of the Company, No. 8, Place d'Armes Hill, Montreal, on Wednesday, the twentieth day of September next, 1899, at the hour of half past three o'clock in the afternoon, for the purpose of electing directors and transacting the general business of the company.

J. P. MULLARKEY,

Secretary.

Montréal, 16th August 1899.

2970

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1775.

Mrs. Arthémise Perrault, wife of Doscithé Dugas, plumber, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation of property against his husband.

MEUNIER & MEUNIER,

Attorneys for plaintiff.

Montréal, 11th August, 1899.

2928

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 137.

Dame Marie Julie Martineau, wife of Magloire Eugène Auclair, of Montreal, has, this day, instituted an action in separation of biens against her said husband.

ARTHUR DELISLE,

Attorney for the plaintiff.

Montréal, 24th July, 1899.

2848

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 105.

Dame Philomène Roy, épouse commune en biens d'Arsidas Gadbois, cultivateur, tous deux de la paroisse de Saint-Denis, dans le district de Saint-Hyacinthe, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 25 juillet 1899. 2943-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 389.

Dame Marie Héroux, de la paroisse de Saint-Maurice, épouse de Adélard Grégoire, ci-devant du même lieu, et actuellement de Vancouver, dans la province de la Colombie, commerçant, dûment autorisée par l'honorable juge Bourgeois, a, le 28 juin dernier, pris une action en séparation de biens contre son mari.

TOURIGNY & BUREAU,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 12 août 1899. 2957-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 402.

Dame Lumina Beaulac, épouse commune en biens de Louis Calixte Richard, cordonnier, tous deux de la ville de Nicolet, dans le district de Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Calixte Richard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

W. CAMIRAND,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 24 juillet 1899. 2773-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 854.

Dame Albina Lafortune, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Azarie Fontaine, cordonnier, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 21 juillet 1899. 2669-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 114.

Dame Marguerite Cox, épouse de William Edmund Evans, de Verdun, dans le district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Le dit William Edmund Evans, Défendeur.
"Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause."

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST-GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 12 juillet 1899. 2713-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Eugénie Leprohon, de la cité et du district de Montréal, épouse de Georges Berlinguette, sculpteur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

et

Georges Berlinguette, sculpteur, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2 août 1899.

CHARLEMAGNE RODIER,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 2 août 1899. 2841-4

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 105.

Dame Philomène Roy, wife common as to property of Arsidas Gadbois, farmer, both of the parish of Saint Denis, in the district of Saint Hyacinth, duly authorized to ester en justice, has taken an action in separation as to property against her said husband.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 25th July, 1899. 2944

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 389.

Dame Marie Héroux, of the parish of Saint Maurice, wife of Adélard Grégoire, heretofore of the same place, and now of Vancouver, in the province of British Columbia, duly authorized by the Honorable justice Bourgeois, has, on the 28th day of June, 1899, taken an action in separation of property from her husband.

TOURIGNY & BUREAU,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 12th August, 1899. 2958

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 402.

Dame Lumina Beaulac, wife common as to property of Louis Calixte Richard, shoemaker, both of the town of Nicolet, in the district of Three Rivers, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Louis Calixte Richard, Defendant.
An action for separation as to property has this day been instituted against the defendant.

W. CAMIRAND,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 24th July, 1899. 2774

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 854.

Dame Albina Lafortune, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Azarie Fontaine, shoemaker, of the same place, has taken an action in separation as to property against her said husband.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 21st July, 1899. 2670

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 114.

Dame Margaret Cox, wife of William Edmund Evans, of Verdun, in the district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

The said William Edmund Evans, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, upon the defendant.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST-GERMAIN,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 12th July, 1899. 2714

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Eugénie Leprohon, of the city and district of Montreal, wife of Georges Berlinguette, sculptor, of the same place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

and

Georges Berlinguette, sculptor, of the city and district of Montreal, Defendant.
An action for separation from board has been taken in this case on the 2nd of August, 1899.

CHARLEMAGNE RODIER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 2nd August, 1899. 2842

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
Dame Marie Corinne Brodeur, épouse commune en
biens de Louis Henri Marin, marchand de
chaussures, des cité et district de Saint-Hy-
acinthe, Demanderesse ;

vs
Louis Henri Marin, du dit lieu de Saint-Hy-
acinthe, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée
en cette affaire, ce neuf août 1899.

BEAUPARLANT & MARIN,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 15 août 1899. 2941-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 179.

Dame Rosanna Forest, de la cité et du district de
Montréal, épouse de Gédéon Forest, hôtelier, du
même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Gédéon Forest, hôtelier, de la cité et du
district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le troisième jour d'août 1899.

ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 3 août 1898. 2837-4

Avis public est donné qu'une demande sera faite
à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obte-
nir l'émission des lettres patentes, en vertu de la
loi corporative des compagnies à fonds social, incor-
porant les requérants et tous autres personnes qui
pourront devenir actionnaires de la compagnie dont
ils projettent la formation, en corporation et corps
politique.

Le nom social de cette compagnie sera : "La
Compagnie du Bulletin Médical de Québec" ; elle
aura pour objet la publication d'un journal médical
qui aura nom "Le Bulletin Médical de Québec."

Le principal siège de ses affaires sera en la cité
de Québec.

Son fonds social sera de mille piastres, divisé en
deux cents actions de cinq piastres chacune.

Les requérants sont Michael J. Ahern, M. Del-
phis Brochu, Albert Marois, Charles Rosaire Paquin,
Charles Verge, Pierre Vincent Faucher et F. X.
Jules Dorion, tous médecins, de la cité de Québec,
et tous sujets de Sa Majesté, et seront les premiers
directeurs de la compagnie.

GEO. P. CHATEAUVERT, N. P.,
Procureur des requérants.
Québec, 15 août 1899. 2939-2

AVIS.

Avis public est par le présent donné que, sous un
mois après la dernière publication de cet avis, dans
la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après
mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieuten-
ant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte
d'incorporation en vertu de la loi corporative des
compagnies à fonds social, les constituant et telles
autres personnes qui pourront devenir actionnaires
de la compagnie devant être incorporée par lettres
patentes en corps politique et en corporation sous le
nom et pour les fins ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "The Dufferin
Falls Lumber, Pulp and Paper Company (limited)
of Montreal."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est
demandée sont d'acquérir, posséder, vendre, louer,
exploiter des pouvoirs d'eau y compris les privilèges
sur iceux, des propriétés immobilières, des limites à
bois, des glissoires par eau ou autrement, ainsi que
les privilèges sur icelles et dépendances pour le
commerce de bois ; des terrains miniers et droits des
privilèges de toute sorte dans et sur les propriétés
acquises ;

Canada,
Province de Québec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
Dame Marie Corinne Brodeur, wife common as to
property of Louis Henri Marin, dealer in shoes,
of the city and district of Saint Hyacinth,
Plaintiff ;

vs
Louis Henri Marin, of Saint Hyacinth aforesaid,
Defendant.
An action for separation of property has been
instituted in this matter, on the ninth of August
instant.

BEAUPARLANT & MARIN,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 15th August, 1899. 2942

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 179.

Dame Rosanna Forest, of the city and district of
Montreal, wife of Gédéon Forest, hotelkeeper, of
the same place, duly authorized to ester in justice,
Plaintiff ;

vs
The said Gédéon Forest, hotelkeeper, of the city
and district of Montreal, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this case the third of August instant.

ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 3rd August, 1899. 2838

Notice is hereby given that application will be
made under the joint stock companies incorporation
act, to His Honor the lieutenant governor, for let-
ters patent, incorporating the petitioners and such
other persons as may become shareholders in their
projected company, a body politic and corporate.

The corporate name of said company shall be :
"La Compagnie du Bulletin Médical de Québec" ;
its object shall be the publication of a medical
journal named "Le Bulletin Médical de Québec."
Its principal place of business shall be in the city
of Quebec.

Its capital stock shall be one thousand dollars,
divided into two hundred shares of five dollars each.

The petitioners are Michael J. Ahern, M. Delphis
Brochu, Albert Marois, Charles Rosaire Paquin,
Charles Verge, Pierre Vincent Faucher and F. X.
Jules Dorion, all physicians, of the city of Quebec,
all subjects to Her Majesty, and are to be the first
directors of the company.

GEO. P. CHATEAUVERT, N. P.,
Attorney for applicants.
Québec, 15 août 1899. 2940

NOTICE.

Public notice is hereby given that, within one
month after the last publication hereof, in the
Quebec Official Gazette, the persons hereinafter men-
tioned will apply to His Honor the lieutenant
governor in council, for the granting of a charter
of incorporation under the Joint Stock Companies
Incorporation Act, constituting them and such
others as may hereinafter become shareholders in
the company to be incorporated by such letters
patent, a body politic and corporate under the
name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be "The
Dufferin Falls Lumber, Pulp and Paper Company
(limited) of Montreal."

2. The objects for which incorporation is sought
are to acquire and own, sell, lease and deal in
water powers, and interests in water powers, real
properties and interests in real properties, timber
limits, slides, by water or otherwise, and interests in
slides and other appurtenances for lumbering,
mining lands, and rights or interests of every kind
in and to property acquired.

D'acquérir, acheter, vendre, importer ou exporter en général des marchandises et des provisions, de fabriquer des billots, de bois de sciage, de poudre ou fleur de bois (*wood-flour*), de bois de pulpe, de pulpe, de papier, et en faire le commerce, d'ériger et exploiter des manufactures de pulpe et de papier, des moulins, et de transiger toutes affaires comme marchands et manufacturiers de bois, de pulpe, de papier et autres articles de toutes sortes concernant toutes telles productions dans ce genre d'affaires ;

D'acquérir, développer, louer, vendre des pouvoirs d'eau pour produire l'électricité, pour l'industrie, le transport d'éclairage et la production du carbide de calcium, enfin de fabriquer, acheter, vendre, louer tout ce qui peut produire la force motrice, l'éclairage, le chauffage, etc., et tout ce qui s'y rapporte.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$1,000,000.

5° Le nombre d'actions sera de 10,000, et le montant de chaque action sera de \$100.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : William Currie, manufacturier de papier ; Frank Paterson Currie, marchand ; James Trail Shearer, marchand de bois ; Hon. J. Aldéric Ouimet, juge de la cour du Banc de la Reine ; John Livingstone, comptable, tous de la cité de Montréal, et Thomas E. Fee et Emerson Sandford Fee, de Saint-Hyacinthe, marchands de bois.

7° Les dits requérants sont tous sujets anglais et seront les premiers directeurs de la compagnie.

W. & A. H. COOK,
Procureurs des requérants.

Québec, 1er août 1899.

2829-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province Québec, pour obtenir une charte constituant les requérants en corps politique et incorporé.

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Mount Royal Club."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est dans le but d'acquérir terrain et bâties dans la cité de Montréal, et y maintenir un club pour les fins d'amusements.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera à Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent mille piastres, divisé en mille actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Le Très Honorable Lord Strathcona et Mount Royal ; Honorable George Alexander Drummond ; Honorable Louis Joseph Forget ; Robert Craik, M. D. ; Francis Wolferstan Thomas ; Richard Bladworth Angus ; Hugh Montagu Allan ; Hugh Andrew Allan ; Edward Seabourne Clouston ; John Try Davies ; Charles Melville Hays ; George Robertson Hooper ; Henry Vincent Meredith ; Hartland St. Clair Macdougall ; William Molson Macpherson ; William Watson Ogilvie ; Hugh Patton ; James Ross et Henry Stikeman, tous de Montréal.

6° Les très Honorable Lord Strathcona et Mount Royal, Honorable George Alexander Drummond, Honorable Louis Joseph Forget, Francis Wolferstan Thomas, Richard Bladworth Angus, Hugh Andrew Allan, Edward Seabourne Clouston, John Try Davies, Henry Vincent Meredith, James Ross et Henry Stikeman seront les premiers directeurs.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 27 mars 1899.

2303-4

To acquire, buy, sell, and import or export general merchandise and supplies, and manufacture and deal in logs, sawn lumber, wood flour, pulp woods, pulp, and paper, and manufactures of pulp and paper ; and to erect and operate mills and conduct the business of merchants and manufacturers in lumber, pulp, paper, and articles of every kind from such productions and articles in connection therewith.

To acquire, develop, lease, or sell water powers for electrical, industrial, transportation, and lighting purposes, and for the manufacture of carbide of calcium, and to manufacture, buy, sell, or lease anything incidental thereto and in motive powers, lighting, heating, &c.

3. The chief place of business of the company is to be in the city of Montreal.

4. The amount of capital stock of the company is to be \$1,000,000.

5. The number of shares is to be 10,000, and the amount of each share \$100.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Currie, paper manufacturer ; Frank Paterson Currie, merchant ; James Trail Shearer, lumber merchant ; honorable J. Aldéric Ouimet, judge of the Court of the Queen's Bench ; John Livingstone accountant, all of the city of Montreal, and Thomas E. Fee and Emerson Sandford Fee, of Saint Hyacinthe, lumber merchants.

7. The said applicants who are all british subjects are to be the first directors of the company.

W. & A. H. COOK,
Attorneys for applicants.

Quebec, 1st August, 1899.

2830

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, for the granting of a charter to the applicants constituting them a body politic and corporate.

1. The corporate name shall be the Mount Royal Club.

2 The object for which the incorporation is sought is for the purpose of acquiring land and buildings in the city of Montreal, and maintaining thereon a club for the purposes of recreation.

3. The chief place of business of the corporation will be at Montreal.

4. The proposed amount of its capital stock is one hundred thousand dollars divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The names in full with the addresses and calling of the applicants are as follows :

The Right Honorable Lord Strathcona and Mount Royal ; Honorable George Alexander Drummond ; Honorable Louis Joseph Forget ; Robert Craik, M. D. ; Francis Wolferstan Thomas ; Richard Bladworth Angus ; Hugh Montagu Allan ; Hugh Andrew Allan ; Edward Seabourne Clouston ; John Try Davies ; Charles Melville Hays ; George Robertson Hooper ; Henry Vincent Meredith ; Hartland St. Clair Macdougall ; William Molson Macpherson ; William Watson Ogilvie ; Hugh Patton ; James Ross and Henry Stikeman, all of Montreal.

6. The Right Honorable Lord Strathcona and Mount Royal, Honorable George Alexander Drummond, Honorable Louis Joseph Forget, Francis Wolferstan Thomas, Richard Bladworth Angus, Hugh Andrew Allan, Edward Seabourne Clouston, John Try Davies, Henry Vincent Meredith, James Ross and Henry Stikeman shall be the first directors.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 27th March, 1899.

2304.

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, sous le grand Sceau de cette province, sous l'autorité de l'acte des compagnies à fonds social, par les personnes ci-après nommées :

Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La compagnie de conserves alimentaires les Becquets", (The Becquets Canning Company).

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

1° De fabriquer des conserves alimentaires de toutes sortes.

2° De fabriquer de la féculé, de l'amidon et de l'empois.

3° D'acheter toutes substances, objets, matières et choses nécessaires aux dites fabrications, les vendre et en disposer, et en faire le commerce, vendre les objets manufacturés par la dite compagnie, acheter des conserves alimentaires de toutes sortes, de la féculé, de l'amidon et de l'empois et d'en faire le commerce.

4° De fabriquer les boîtes, caisses et instruments, outils et outillages nécessaires et requis pour les dites fabrications, en acheter, les vendre et en faire le commerce.

5° De construire et acquérir les bâties nécessaires pour les fins de la dite compagnie et d'acquérir les terrains requis pour les dites fins.

Le siège principal de la compagnie sera dans la paroisse de Saint-Pierre les Becquets.

Le fonds social de la dite compagnie sera de cinq milles piastres (\$5,000.00), divisé en deux cents (200) parts de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Les requérants sont : l'honorable Henri Gédéon Malhiot, juge de la cour supérieure, en retraite, l'honorable François-Xavier Ovide Méthot, conseiller législatif, le révérend Philippe Antonio Gouin, prêtre, curé de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, Damase Eusèbe Archambault, médecin, Téléphore Jean Demers, marchand, Geoffrey Leboeuf, Alfred Spénard, Trefflé Demers, ces trois derniers agriculteurs et agronomes, tous demeurant en la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, dans le district des Trois-Rivières, et tous sujets de Sa Majesté, lesquels seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

DR DAMASE EUSÈBE ARCHAMBAULT,

Pour les requérants.

Saint-Pierre les Becquets, 31 juillet 1899.

2783-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de Québec en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social.

1° Le nom de la compagnie sera : "The Canadian Woollen Mills Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer et vendre toute sorte de marchandises sèches ;

(b) D'acquérir, construire, ériger et maintenir tous ouvrages, bâties et manufactures nécessaires à la manufacture, production et vente du coton et articles en laine et autres espèces de marchandises sèches ;

(c) D'acquérir et posséder des meubles ou immeubles, dans les buts de ses affaires et les vendre, aliéner, échanger et louer ;

(d) D'acquérir par achat, licence ou autrement aucune et toutes patentes ou marques de commerce en rapport avec la manufacture de laine, coton ou autres marchandises sèches, et de les employer et disposer pour aucune autre personne, corporation ou compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Saint-Hyacinthe.

Notice is hereby given that application will be made to the lieutenant-governor of the province of Quebec for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal of the province, in virtue of the joint stock companies' act, by the persons hereinafter mentioned :

The corporate name of the proposed company will be, "The Becquets Canning Company."

The objects for which incorporation is sought are :

1. To can foods of all kinds.

2. To manufacture, starches of various kinds.

3. To purchase all substances, articles, materials and things necessary for the said manufactures, to sell and dispose of the same and trade therein, the sell the articles manufactured by the said company, to purchase canned foods of all kinds and starches of all kinds and to trade therein.

4. To manufacture the boxes, cases, instruments, tools and plant necessary and required for such manufactures, to purchase, sell and trade in the same.

5. To build and acquire the buildings necessary for the purposes of the said company, and to acquire the lands necessary for the said purposes.

The company's principal place of business will be in the parish of Saint Pierre les Becquets.

The capital stock of the company will be five thousand dollars (\$5,000.00), divided into two hundred (200) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The petitioners are : Honorable Henri Gédéon Malhiot, retired judge of the superior court, honorable François Xavier Ovide Méthot, legislative councillor, reverend Philippe Antonio Gouin, parish priest of Saint Pierre les Becquets, Damase Eusèbe Archambault, physician, Téléphore Jean Demers, merchant, Geoffrey Leboeuf, Alfred Spénard, Trefflé Demers, the three latter being farmers and agronomists, all residing in the parish of Saint Pierre les Becquets, in the district of Three Rivers, all british subjects, who will be the first directors of the said company.

DR DAMASE EUSÈBE ARCHAMBAULT,

For the petitioners.

Saint Pierre les Becquets, 31st July, 1899.

2784

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor of Quebec in council, for the granting of a charter of incorporation under the provisions of the joint stock companies' incorporation act.

1. That the name of the company is to be : "The Canadian Woollen Mills Company."

2. That the object for which incorporation is sought is :

(a) To manufacture and sell all classes of dry goods ;

(b) To acquire, construct, erect and maintain all works, buildings and factories necessary to the manufacture, production and sale of cotton and woollen goods and all other classes of dry goods ;

(c) To acquire and hold real or immoveable estate for the purposes of its business, and sell, alienate, exchange and let or lease the same ;

(d) To acquire by purchase, license or otherwise any and all patents or trade marks connected with the manufacture of woollen, cotton or other dry goods, and to use, employ and dispose of the same to any person, corporation or other company.

3. That the chief place of business of the said company is the city of Saint Hyacinth.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera d'un million cinq cent mille piastres (\$1,500,000).

5° Le nombre d'actions sera de quinze mille, et le montant de chaque action sera de cent piastres (\$100.00).

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

James G. Cannon, banquier, de la cité de New-York ; Gordon W. MacDougall, avocat ; William J. Henderson, comptable ; Hugh Mackay, étudiant, et Beaumont Shepherd, gérant, tous des cité et district de Montréal.

7° Les dits James G. Cannon, Gordon W. MacDougall et William J. Henderson, seront les premiers directeurs de la compagnie. Les deux derniers résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

LAFLEUR & MACDOUGALL,

2781-4 Solliciteurs des requérants.

In re Three Rivers Iron Works Company,
En liquidation ;

et

Alphonse Turcotte, Liquidateur.

Avis est par le présent donné qu'en ma qualité de liquidateur à la dite compagnie en liquidation, j'ai vendu, suivant la loi par acte passé devant M^{re} Téléphore Eusèbe Normand, notaire, le vingt-sixième jour de juillet 1899, à Trois-Rivières, l'immeuble suivant faisant partie de l'actif de la dite compagnie en liquidation, savoir :

Une fonderie à tuyaux avec toutes les machines nécessaires en parfait ordre, boutique de forge, dynamos, engin 100 chevaux de force avec chaudière, aussi quantité d'outils et matériaux, tels que portés au dit inventaire.

L'immeuble ci-après décrit :

Une étendue de terre de 15 arpents en superficie, mesure française, comprenant tout le lot de terre connu et désigné sous le numéro mil huit cent vingt-trois (1823), qui contient douze arpents et quatre-vingt-neuf perches en superficie et dont le surplus pour former la dite étendue, savoir : deux arpents et onze perches en superficie seront pris dans le lot connu et désigné sous le numéro mil huit cent vingt-deux (1822), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières comme suit : depuis la rue Saint-Maurice au nord-ouest, et entre la rue des Pins, au nord-est et la rue du chemin de fer de ceinture (Loop Line), au sud-ouest en allant vers le sud-est jusqu'à une distance suffisante pour former les dits deux arpents et onze perches en superficie, et compléter les quinze arpents de terre en superficie, et renfermer cette dite partie du dit lot No 1822, par une ligne parallèle à la dite rue Saint-Maurice.

Et que copie du dit acte de vente et le certificat du bureau d'enregistrement requis par la loi ont été déposés entre mes mains.

Avis est de plus donné que les personnes qui ont possédé le dit immeuble pendant les trois dernières années, sont les suivantes :

The Three Rivers Iron Co.

Tous créanciers de la dite compagnie en liquidation et toutes autres personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur le dit immeuble vendu devront offrir leurs surenchères sur le prix d'achat porté dans le dit acte de vente, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, à défaut de quoi ils seront pour toujours forclos du droit de le faire.

Le présent avis est donné en conformité avec les articles 5727a et suivants des statuts refondus de la province de Québec.

A. TURCOTTE,

Liquidateur de la dite compagnie en liquidation.
Montréal, 29 juillet 1899.

2737-5

4. That the amount of the capital stock of the company is to be one million five hundred thousand dollars (\$1,500,000).

5. That the number of shares is to be fifteen thousand, and the amount of each share one hundred dollars (\$100).

6. That the names in full and the addresses and calling of each of the applicants are as follows :

James G. Cannon, banker, of the city of New York ; Gordon W. MacDougall, advocate ; William J. Henderson, accountant ; Hugh MacKay, student, and Beaumont Shepherd, manager, all of the city and district of Montreal.

7. That the said James G. Cannon, Gordon W. MacDougall and William J. Henderson, are to be the first directors of the company, the two latter being residents in Canada and subjects of Her Majesty.

LAFLEUR & MACDOUGALL,

2782 Solicitors for applicants.

In re The Three Rivers Iron Works Company,
In liquidation ;

and

Alphonse Turcotte, Liquidator.

Notice is hereby given that in my capacity of liquidator of the said company in liquidation, I have sold according to law by deed passed before M^{re} Téléphore Eusèbe Normand, notary, on the twenty-sixth day of July, 1899, at Three Rivers, the following immovable forming part of the assets of the said company in liquidation, to wit :

A pipe foundry with all the necessary machinery in perfect order, forge, dynamos, 100 horse power engin with boiler, also a quantity of tools and materials as set forth in the inventory.

The immovable hereinafter described :

An area of land 15 arpents in superficies, french measure, comprising the whole of the lot known and designated under the number one thousand eight hundred and twenty-three, which containing twelve arpents and eighty-nine perches in superficies, and the excess whereof to make up the said area to wit : two arpents and eleven perches in superficies shall be taken in the lot known and designated under the number one thousand eight hundred and twenty-two (1822), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the city of Three Rivers, as follows : from Saint Maurice street on the north west and between Pine street, on the north east and Loop line street, on the south west going towards the south east to a sufficient distance to make up the said two arpents and eleven perches in superficies, and to complete the fifteen arpents of land in superficies, and enclose such said part of the said lot No. 1822, by a line parallel to the said Saint Maurice street.

And that a copy of the said deed of sale and the certificate of the registry office required by law have been deposited in my hands.

Notice is further given that all parties who have owned the said immovable during the last three years, are the following :

The Three Rivers Iron Works Co.

All creditors of the said company in liquidation, and all other persons having hypothecary or immovable rights in and upon the said immovable so sold must tender their bids over and above the purchase price set forth in the said deed of sale within fifteen days from the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, in default of which they shall be forever foreclosed from the right to do so.

The present notice is given in accordance with articles 5727a and following of the revised statutes of the province of Québec.

A. TURCOTTE,

Liquidator of the company in liquidation.
Montreal, 29 July, 1899.

2733

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame C. Guérin, Demanderesse ;

vs.

T. Emile Barbeau, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le seizième jour d'août 1899, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
Montréal, 17 août 1899. 3005

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Ottawa. }

Dans l'affaire de J. L. Thomson, Buckingham,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'à jeudi, 14 septembre 1899, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, bâtisse Fraser, 43 rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,
Curateur. 3023

Montréal, 22 août 1899.

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour de Circuit.*
Dans l'affaire de J. B. V. Lemay, marchand, de Saint-Judes.

Avis est par le présent donné que le 14 août courant, par une ordonnance de la cour, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit failli qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées devront être produites entre mes mains, dans les trente jours de cet avis.

J. MORIN,
Curateur.

Bureau de Bernier & Morin.
Saint-Hyacinthe, 16 août 1899. 3043

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re La Banque Ville-Marie, En liquidation.

Avis vous est donné que le 21^e jour d'août 1899, par un ordre de la cour, nous avons été nommés liquidateurs à la succession de la dite banque en liquidation.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
UBALDE GARAND,
J. O. DUPUIS,
Liquidateurs.

Bureau de La Banque Ville-Marie,
153, rue Saint-Jacques.
Montréal, 26 août 1899. 3041

Province de Québec, }
District de Saguenay. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Frs Gagnon & Fils, de Baie Saint-Paul et de Greenshields, marchands,

Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 22^eme jour d'août 1899, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens en cette affaire.

Les créanciers des dits faillis sont requis de pro-

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Dame C. Guérin, Plaintiff ;

vs.

T. Emile Barbeau, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 16th day of August, 1899, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within a month.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598 and 1608, Notre Dame street.
Montreal, 17th August, 1899. 3006

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }

In the matter of J. D. Thomson, Buckingham,
Insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Thursday, 14th day of September, 1899, after which date dividends will be payable at my office, Fraser building, 45, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,
Curator. 3024

Montreal, 22nd August, 1899.

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinthe. } *Circuit Court.*
In the matter of J. B. V. Lemay, merchant, of Saint Judes.

Notice is hereby given that the undersigned, has been, by order of the court, on the 14th instant, appointed curator to the property of said insolvent who has made an abandonment of his properties for the benefit of his creditors.

The sworn claims must be filed with me within a delay of thirty days.

J. MORIN,
Curator.

Office of Bernier & Morin.
Saint Hyacinth, 16th August, 1899. 3044

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re La Banque Ville-Marie, In liquidation.

Notice is hereby given that on the 21st day of August, 1899, by order of the court, we were appointed liquidators to the estate of the above named bank in liquidation.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
UBALDE GARAND,
J. O. DUPUIS,
Liquidators.

Office of La Banque Ville-Marie,
153, Saint James street.
Montreal, 26th August, 1899. 3042

Province of Quebec, }
District of Saguenay. } *Superior Court*
In the matter of Frs Gagnon & Son, of Baie Saint Paul and of Greenshields, merchants,

Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated the 22nd day of August, 1899, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of said insolvents.

Creditors of the said insolvents are required to

faire leurs réclamations, attestées sous serment, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Bureau : No 48, rue Saint-Pierre.
Québec, 24 août 1899. 3049

Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de C. H. Beaulieu, New Carlisle.
Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 11 septembre 1899, après laquelle date ce dividende sera payable à notre bureau.

PARADIS & JOBIN,
Curateurs.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 24 août 1899. 3051

Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. & P. Nadeau, Grand Cascadia.
Insolubles.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 21 août 1899, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau de Paradis & Jobin,
44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 24 août 1899. 3055

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Herman Lefkowitz, Rivière à Pierre.
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 22 août 1899, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau de Paradis & Jobin,
44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 24 août, 1899. 3053

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re Zéphirin Bourassa, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Bourgeois, en date du 14 août courant, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, attestées sous serment, à mon bureau, No. 157, rue Notre-Dame, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

H. N. BOIRE,
Curateur.

Trois-Rivières, 15 août 1899. 3015

file their claims, duly attested under oath, within thirty days from date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Office : 48, Saint-Peter street,
Quebec, 24th August, 1899. 3050

Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court.*
In the matter of C. H. Beaulieu, New Carlisle,
Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 11th of September, 1899, after which date dividend will be payable at our office.

PARADIS & JOBIN,
Curators.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 24th August, 1899. 3052

Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court.*
In the matter of J. & P. Nadeau, Grand Cascadia,
Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 21st August, 1899, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days of this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office of Paradis & Jobin,
44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 24th August, 1899. 3056

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In the matter of Herman Lefkowitz, Rivière à Pierre, merchant.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 22nd August, 1899, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days of this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office of Paradis & Jobin,
44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 24th August, 1899. 3054

Province of Quebec, }
District of Three Rivers, } *Superior Court.*
In re Zéphirin Bourassa, Insolvent.

Notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Honorable judge Bourgeois, dated the 14th August instant, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, attested under oath, at my office, No. 157, Notre-Dame street, within thirty days from the date of the present notice.

H. N. BOIRE,
Curator.

Three Rivers, 15th August, 1899. 3016

Règles de Cour.

Cour Supérieure.—Trois-Rivières.
No 163.

Pierre Beaucage, Demandeur ;
vs.
Georges Beaucage, père, et Daniel Beaucage, tous deux entrepreneurs, de la paroisse de Nicolet, district des Trois-Rivières, y faisant affaires comme tels en société, sous les nom et raison de "Beaucage & Cie", Défendeurs ;
et

Pierre Paquet et al., Opposants.
En vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge J. B. Bourgeois, l'un des juges de la cour supérieure, en date du 29 juillet 1899, il est ordonné aux créanciers du défendeur ci-dessus nommés, de produire leurs réclamations accompagnées d'un état assermenté, en conformité aux articles 673 et 674 du code de procédure civile, et ce, au greffe de cette cour, sous 15 jours de la date de la première insertion du présent avis.

TOURIGNY & BUREAU,
Procureurs du demandeur.
Trois-Rivières, 10 août 1899. 2959-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 25.

Le vingt-sixième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Présent : L'honorable juge GILL.

Dans l'affaire de James Holmes, John Spiers, James Law et Susanna Macdonald, de Montréal, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, faisant affaires à Montréal, sous le nom de Holmes, Macdonald & Co., Faillies ;

vs.
J. W. Dunscombe, H. Routh et J. Day, Syndics ;
et
James Spiers, Requérent.

Il est ordonné sur requête du dit requérent qu'une assemblée des créanciers des dit faillies soit tenue dans la salle d'audience, pour les affaires de faillite, au palais de justice, dans la cité de Montréal, le quatrième jour de septembre prochain, à onze heures de l'avant-midi, pour nommer un syndic au lieu et place des syndics susdits décédés.

(Par ordre),
L. H. COLLARD,
Député-protonotaire, C. S.

2965-2

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } VENCESLAS DIONNE,
No 5. } Demandeur ; contre
ZACHARIE FAUCHER, Défendeur.

Une terre sise et située dans le onzième rang du canton de Chester, paroisse de Saint Paul de Chester, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, sous le numéro quatre cent onze (411)—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint Paul de Chester, le VINGT-SEPTIEME

Rules of Court

Superior Court.—Three Rivers.
No. 163.

Pierre Beaucage, Plaintiff ;
vs.
Georges Beaucage, senior, and Daniel Beaucage, both contractors, of the parish of Nicolet, in the district of Three Rivers, and there doing business as such, in partnership, under the name and style of "Beaucage & Co", Defendants ;
and

Pierre Paquet et al., Opposants.
In virtue of a judgment rendered by the Honorable J. B. Bourgeois, one of the justices of the superior court for the province of Quebec, in and for the district of Three Rivers, dated the 29th July, 1899, it is ordered that the creditors of the above named defendants do file their claims accompanied with a sworn statement or account, pursuant to articles 673 and 674 of the code of civil procedure, and this at the office of this court within 15 days from the date of the first insertion of the present notice.

TOURIGNY & BUREAU,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 10th August, 1899. 2960

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 25.

The twenty-six day of July, one thousand eight hundred and ninety-nine.

Present : the Honorable Mr. Justice GILL.

In the matter of James Holmes, John Spiers, James Law and Susanna Scott, of Montreal, in her quality of tutrix to his minor children, carrying on business at Montreal, under the name of Macdonald, Holmes & Co., Insolvents ;

vs.
J. W. Dunscombe, H. Routh and J. Day, Assignees ;
and
James Spiers, Petitioner.

It is ordered on the petition of said petitioner that a meeting of the creditors of the said insolvents, be held in the court house, for insolvency matters, of the court house, in the city of Montreal, on the fourth day of September next, at eleven of the clock in the forenoon, for the purpose of appointing an assignee to the insolvent estate of said Macdonald Holmes & Co., in the stead of above mentioned assignees deceased.

(By order),
L. H. COLLARD,
Deputy prothonotary, S. C.

2966

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } VENCESLAS DIONNE,
No. 5. } Plaintiff ; against ZA-
CHARIE FAUCHER, Defendant.

A piece of land lying and being in the eleventh range of the township of Chester, parish of Saint Paul of Chester, known and distinguished on the official plan and book of reference of the said parish, under number four hundred and eleven (411)—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Paul of Chester, on the TWENTY-

jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,
Député-shérif.
Bureau du shérif,
Arthabaskaville, 23 août 1899. 3039
[Première publication, 26 août 1899.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **BLAISE LETELLIER**, De-
No 98. } mandeur ; contre **PHILE-
MON POULIN**, fils de Léon, Défendeur, savoir :
La moitié nord-est du lot numéro six cent quatre-vingt-dix (690), du cadastre de la paroisse de Saint-Georges, rang Sainte-Marguerite—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 5 août 1899. 2859-2

[Première publication, 12 août 1899.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **LES COMMISSAIRES**
No. 414. } **D'ECOLES POUR**
LA MUNICIPALITE DE LA VILLE DE CHICOUTIMI, corps politique et incorporé ayant son principal établissement dans la dite ville, Demandeurs; contre **HONORÉ SAVARD**, ci-devant de Chicoutimi, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Le numéro cent cinquante-deux, du plan et du livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Chicoutimi, situé dans le quartier est de la dite ville, et contenant d'après le cadastre, six cent vingt-cinq pieds en superficie—sans bâtisses.

Pour être vendu dans le bureau du sousigné, au palais de justice, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 19 août 1899. 3045
[Première publication, 26 août 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat pour le comté du Lac Saint-Jean, siégeant à Notre-Dame du Lac Saint-Jean.

Chicoutimi, à savoir : } **LOUIS ALPHONSE**
No 2926. } **LANGLAIS**, avocat,
du village de Roberval, Demandeur ; contre **JOSEPH LAROUCHE**, père, cultivateur, du canton Taillon, Défendeur.

1° Les lots de terre numéro onze, du premier, du deuxième et du troisième rangs du canton Taillon, de la contenance de cent acres en superficie, plus ou

SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 23rd August 1899. 3040
[First published, 26th August, 1899.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **BLAISE LETELLIER**, Plain-
No 98. } tiff ; against **PHILEMON POULIN**, son of Léon, Defendant, to wit :
The north east half of lot number six hundred and ninety (690), of the cadastre for the parish of Saint Georges, Sainte Marguerite range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges de la Beauce, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 5th August, 1899. 2860

[First published, 12th August, 1899.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi

Chicoutimi, to wit : } **THE SCHOOL COMMIS-**
No. 414. } **SIONERS FOR THE**
MUNICIPALITY OF THE TOWN OF CHICOUTIMI, a body politic and corporate having its chief establishment in the said town, Plaintiffs; against **HONORÉ SAVARD**, formerly of Chicoutimi, and now of parts unknown, Defendant.

Number one hundred and fifty-two, of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Chicoutimi, situate in the east ward of the said town, and containing according to the cadastre six hundred and twenty-five feet in area—without any buildings.

To be sold at the office of the undersigned, in the court house, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER next, at the hour of TEN in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 19th August, 1899. 3046
[First published, 26th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court for the county of Lake Saint John, sitting at Notre Dame du Lac Saint-Jean.

Chicoutimi, to wit : } **LOUIS ALPHONSE LAN-**
No. 2926. } **GLAIS**, advocate, of the village of Roberval, Plaintiff; against **JOSEPH LAROUCHE**, senior, farmer, of township Taillon, Defendant.

1. Lots of land number eleven, of the first, of the second and of the third ranges of the township Taillon, containing one hundred acres in area, more

moins, chaque lot—avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Les lots numéros soixante et dix-neuf et quatre-vingt, du premier rang du canton de Taillon, de la contenance de cent acres en superficie, plus ou moins—chaque lot avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

3° Le lot numéro quatre-vingt-trois, du premier rang du canton de Taillon, de la contenance de cent acres en superficie, plus ou moins—avec les circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de la première division d'enregistrement du comté de Leao Saint-Jean, à Hébertville, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

O. BOSSE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 23 août 1899. 3061
[Première publication, 26 août 1899.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Iles de la Madeleine.

Amherst, à savoir : } **GEORGES FARRAH**,
No. 99. } marchand, de l'Etang
du Nord, Demandeur ; contre **HERBERT TAKER**,
empaqueteur de homards, de la Grosse Ile, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur :

1° Les lots de terre connus et désignés sur le cadastre officiel de la Grosse Ile, sous les numéros vingt-six (26), trente-deux (32), dix-huit (18), subdivision cent vingt trois (123), dans le lot No 12, de douze (12) acres environ—avec maison, étable, hangar, manufacture à homard et autres bâtisses.

2° Trois lots de dunes sans indication précise.

3° Les lots neuf (9) et seize (16), du cadastre officiel de l'Ile Coffin, et trois bâtisses dont une servant de manufacture à homard.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement des Iles de la Madeleine, à Amherst, le ONZIEME jour d'OCTOBRE, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. CARBONNEAU,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Amherst, 15 août 1899. 3003
[Première publication, 26 août 1899.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada, } **WILLIAM WATSON**
Province de Québec, } **O'GILVIE**, manu-
District d'Iberville. } facturier de farine, des cité
No. 2457. } et district de Montréal, De-
mandeur ; contre **ARSENE LABOSSIERE**, de
Lacadie, dans le district d'Iberville, Défendeur.

Un morceau de terre sis et situé sur la première concession sud-est de la rivière Montréal, dans le village de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfinchie, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite pa-

or less—each lot with the buildings, circumstances and dependencies.

2. Lots numbers seventy-nine and eighty, of the first range of the township of Taillon, each lot containing one hundred acres in area, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Lot number eighty-three, of the first range of the township Taillon, containing one hundred acres in area, more or less—with the circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the first registration division of the county of Lake Saint John, at Hébertville, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,
Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 23rd August, 1899. 3062
[First published, 26th August, 1899.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Circuit Court—Magdalen Islands.

Amherst, to wit : } **GEORGES FARRAH**,
No. 99. } merchant, of l'Etang du
Nord, Plaintiff ; against **HEBERT TAKER**,
lobster packer, of Grosse Ile, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

1. The lots of land known and designated on the official cadastre of Grosse Ile, as numbers twenty-six (26), thirty-two (32), eighteen (18), subdivision one hundred and twenty-three (123), in lot No. 12, of twelve (12) acres about—with house, stable, hangard, lobster factory and out buildings.

2. Three lots of downes without precise indication.

3. Lots nine (9), and sixteen (16), of the official cadastre of Coffin's Island, and three buildings one of which is used as a lobster factory.

To be sold at the registry office of the Magdalen Islands, at Amherst, on the ELEVENTH day of OCTOBER, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. CARBONNEAU,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Amherst, 15th August, 1899. 3004
[First published, 26th August, 1899.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, } **WILLIAM WATSON**
Province of Québec, } **O'GILVIE**, flour manu-
District of Iberville. } facturier, of the city and dis-
No. 2457. } trict of Montréal, Plaintiff ;
against **ARSENE LABOSSIERE**, of Lacadie, in
the district of Iberville, Defendant.

A piece of ground lying and situate on the first south east concession of the river Montreal, in the village of the parish of Sainte Marguerite de Blairfinchie, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference

roisse, sous le numéro deux cent soixante (No 260), de la contenance de quatre arpents en superficie, plus ou moins—avec maison et autres bâties y érigées. Sujet à la charge du bail pour l'année courante seulement, commencée le 1er avril 1899 et pour se terminer le 1er avril 1900, en faveur de Jules Ménard, cultivateur et beurrier, de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairindie; passé le dit bail devant M^{re} F. X. Archambeault, notaire, le 7 novembre 1898, malgré que ce bail a été consenti par le dit défendeur pour l'espace de trois ans à commencer du dit 1er avril 1899.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairindie, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 21 août 1899.

Shérif.
3037

[Première publication, 26 août 1899.]

of the said parish, under the number two hundred and sixty (No. 260), containing four arpents in superficies, more or less—with a house and other buildings thereon erected. Subject to the charge of the lease for the current year only, begun on the 1st April, 1899, and to end on the 1st April, 1900, in favor of Jules Ménard, farmer and buttermaker, of the said parish of Sainte Marguerite de Blairindie, passed the said lease before Maître F. X. Archambeault, notary, on the 7th November, 1898, notwithstanding that this lease has been consented by the said defendant for a term of three years to begin on the said 1st April, 1899.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Sainte Marguerite de Blairindie, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office,
Saint John's, 21st August, 1899.

Sheriff.
3038

[First published, 26th August 1899.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } L'HONORABLE LOUIS
No 577. } FRANÇOIS RODRIGUE

MASSON, l'un des sénateurs de la Puissance du Canada, Edmond Julien Barbeau, directeur du Crédit Foncier Franco-Canadien; l'hon. Alphonse Desjardins, avocat et président de la Banque Jacques Cartier, tous trois de la cité de Montréal, dans le district de Montréal; Alexandre Henri Masson, gentilhomme, et Joseph Louis de Gonzague Masson, écuyer, médecin, tous deux de la ville de Terrebonne, dans le district de Terrebonne, agissant tous aux présentes en leur qualité de seuls exécuteurs et administrateurs testamentaires et fidéi-commissaires des biens de la succession de feu l'honorable Joseph Masson, en son vivant marchand, de la dite cité de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de DAME ROSALIE JOSEPHINE THOMPSON, de la cité et du district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Ferdinand Bayard, boucher, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste (paroisse de Montréal), dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro quatre cent trente et un (431); ayant deux fronts, l'un borné par la rue Saint-Laurent, et l'autre borné par la rue Mitcheson—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 19 juillet 1899. 3021

[Première publication, 26 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DEMOISELLE GEOR-
No 1901. } GIANA MONETTE,
fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de PAUL MONETTE, cordonnier, du même

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Di trict of Montreal.

Montreal, to wit : } THE HONORABLE LOUIS
No. 577. } FRANÇOIS RODRIGUE

MASSON, one of the Senators of the Dominion of Canada, Edmond Julien Barbeau, director of the Crédit Foncier Franco-Canadien; Hon. Alphonse Desjardins, advocate and president of the Jacques Cartier Bank, all three of the city of Montreal, in the district of Montreal; Alexandre Henri Masson, gentleman, and Joseph Louis de Gonzague Masson, esquire, physician, both of the town of Terrebonne, in the district of Terrebonne, all acting herein in their capacity of sole testamentary executors, administrators and trustees of the property of the estate of the late Honorable Joseph Masson, in his lifetime merchant, of the said city of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of DAME ROSALIE JOSEPHINE THOMPSON, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Ferdinand Bayard, butcher, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife, Defendant.

A lot of land situate and being in the Saint-Jean-Baptiste ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste (parish of Montreal), in the county of Hochelaga, under the number four hundred and thirty-one (431); having two fronts, one bounded by Saint Lawrence street, and the other bounded by Mitcheson street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 19th July, 1899. 3022

[First published, 26th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } MISS GEORGIANA MO-
No. 1901. } NETTE, spinster in the
enjoyment of her rights, of the city of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of PAUL MONETTE, shoemaker, of the same place, JEAN

lieu, JEAN-BAPTISTE LARAMEE, de la paroisse de Saint-Mathias, district de Saint-Hyacinthe, TOUSSAINT HEBERT et CARISTE LACOSTE dit LANGUEDOC, tous de la paroisse de Sainte-Clotilde, district de Beauharnois, ALEXANDRE GUAY, ci-devant de la paroisse de Sainte-Clotilde, et maintenant en lieux inconnus, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, dans la proportion suivante, de 44/48 pour le défendeur Paul Monette, et de 1/48 pour chacun des quatre autres défendeurs, dans l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Un emplacement sis et situé en la cité de Montréal ; borné en front par la rue Dufferin, connu et désigné sous le numéro trois cent vingt-neuf (329), subdivision soixante et treize (329-73), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 22 août 1899. Shérif. 3017
[Première publication, 26 août 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } J. L. CÉDRAS, avocat, No 2276. } de Montréal, et procureur EMELIA ALIAS AMELIA BOLDUC, de la cité de Montréal, épouse séparée de biens de Cléophas Elie Narbonne, commis, du même lieu, et le dit Cléophas Elie Narbonne, en sa qualité de curateur à sa dite épouse mineure, et pour l'assister aux fins des présentes, Demandeurs ; contre les terres et tenements de IRÈNE CAILLÉ, de la paroisse de Saint-Constant, district de Montréal, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Constant, dans le district de Montréal, connue et désignée sous le numéro trois cent vingt-deux (322), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant, contenant en superficie quatre-vingt-dix arpents, plus ou moins, et bornée en front par la rivière Saint-Pierre—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. La dite terre pour être vendue : 1° A la charge par l'acquéreur de laisser à Théodore Provost, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, outre la récolte de l'année, le droit de jouir de la dite terre jusqu'au premier octobre prochain (1899), en vertu du bail que lui a consenti le dit Iréné Caillé ; 2° Sujette à la charge de faire les paiements encore dus par le dit immeuble en vertu de l'acte de répartition fait pour rencontrer une partie des dettes de la Fabrique de Saint-Constant ; 3° Et sujette aussi à la charge de la substitution conditionnelle créée et établie par l'acte de donation entre-vifs consentie au dit Iréné Caillé par Ignace Caillé et Dame Emélie Demers, son épouse, devant M^{re} F. E. Arnould, notaire, à Saint-Constant, le vingt-deux août 1876, et enregistré le 21 avril 1877, au bureau d'enregistrement, à Laprairie, sous le numéro 4225.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Constant, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 22 août 1899. Shérif. 3019
[Première publication, 26 août 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, corps incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, dans le

BAPTISTE LARAMEE, of the parish of Saint Mathias, district of Saint Hyacinth, TOUSSAINT HEBERT and CARISTE LACOSTE dit LANGUEDOC, all of the parish of Sainte-Clotilde, district of Beauharnois, ALEXANDRE GUAY, formerly of the parish of Sainte-Clotilde, and now of parts unknown, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, in the following proportion of 44/48 for the defendant Paul Monette, and of 1/48 for each of the other four defendants, in the immovable hereinafter mentioned, to wit :

A lot situate and being in the city of Montreal ; bounded in front by Dufferin street, known and designated as number three hundred and twenty-nine (329), subdivision seventy-three (329-73), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office, Montréal, 22nd August, 1899. Sheriff. 3018
[First published, 26th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } J. L. CÉDRAS, advocate, of No. 2276. } Montreal, and attorney of EMELIA ALIAS AMELIA BOLDUC, of the city of Montreal, wife separated as to property of Cléophas Elie Narbonne, clerk, of the same place, and the said Cléophas Elie Narbonne, in his quality of curator to his said wife a minor, and to assist her for the purposes hereof, Plaintiffs ; against the lands and tenements of IRÈNE CAILLÉ, of the parish of Saint Constant, district of Montreal, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Constant, in the district of Montreal, known and described as number three hundred and twenty-two (322), on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Constant, containing in area ninety arpents, more or less, and bounded in front by the river Saint Pierre—with a house and outbuildings thereon erected, circumstances and dependencies. The said land to be sold : 1. Subject to the charge upon the purchaser of leaving to Théodore Provost, farmer, of the parish of Saint Constant, besides the crop for the year, the right to enjoy the said land up to the first of October next, (1899), in virtue of the lease made to him by the said Iréné Caillé ; 2. Subject to the charge of making the payments still due on the said land in virtue of the deed of reparation made to meet a portion of the debts of the Fabrique of Saint Constant ; 3. And also subject to the charge of the conditional substitution created and established by the deed of gift *inter vivos* made to the said Iréné Caillé by Ignace Caillé and Dame Emélie Demers, his wife, before M^{re} F. E. Arnould, notary, at Saint Constant, on the twenty-second of August 1876, and registered on the 21st of April 1877, in the registry office, at Laprairie, under the number 4225.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Constant, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office, Montréal, 22nd August, 1899. Sheriff. 3020
[First published, 26th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a body corporate, having their chief place of affairs at the city of Montreal, in the dis-

district de Montréal. Demanderesse : contre les terres et tenements de MICHAEL GUERIN, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Cent quarante-quatre lots de terre — avec circonstances et dépendances, situés dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro vingt-trois, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, et plus particulièrement connus sur le plan de subdivision, dûment fait et produit, du dit lot officiel.

1° Comme lots de subdivision numéros quatre cent vingt et un, quatre cent vingt-deux, quatre cent vingt-trois et quatre cent vingt-quatre; les susdits quatre lots de subdivision sont bornés en front par la rue Sainte-Catherine.

2° Comme lots de subdivision numéros quatre cent trente-trois, quatre cent trente-quatre, quatre cent trente-cinq, quatre cent trente-six, quatre cent quarante-deux, quatre cent quatre-vingt-cinq, quatre cent quatre-vingt-six, quatre cent quatre-vingt-sept, cinq cent trente-deux, cinq cent trente-trois, cinq cent trente-quatre, cinq cent soixante et dix-neuf, cinq cent quatre-vingt, cinq cent quatre-vingt-un, cinq cent quatre-vingt-deux, cinq cent quatre-vingt-trois, cinq cent quatre-vingt-quatre, cinq cent quatre-vingt-cinq, cinq cent quatre-vingt-six, cinq cent quatre-vingt-sept, cinq cent quatre-vingt-huit, cinq cent quatre-vingt-neuf, six cent soixante-dix, six cent soixante-neuf, six cent soixante-dix, six cent soixante-onze, six cent soixante-douze, six cent soixante-treize, six cent soixante-quatorze, six cent soixante-quinze, sept cent trente-un, sept cent trente-deux, sept cent trente-trois, sept cent trente-quatre, sept cent trente-cinq, sept cent trente-six, sept cent trente-sept, sept cent trente-huit, sept cent trente-neuf, sept cent quarante, huit cent quatorze, huit cent quinze, huit cent seize, huit cent dix-sept et huit cent dix-huit; les susdits quarante-cinq lots de subdivision sont bornés en front par la rue Chamblay.

3° Comme lots de subdivision numéros quatre cent cinquante-quatre, quatre cent cinquante-cinq, quatre cent cinquante-six, quatre cent cinquante-sept, quatre cent cinquante-huit, quatre cent quatre-vingt-quinze, quatre cent quatre-vingt-seize, quatre cent quatre-vingt-dix-sept, quatre cent quatre-vingt-dix-huit, cinq cent quarante-neuf, cinq cent cinquante, six cent treize, six cent quatorze, six cent quinze, six cent seize, six cent dix-sept, six cent dix-huit, six cent dix-neuf, six cent vingt, six cent vingt-un, six cent vingt-deux, six cent quatre-vingt-un, six cent quatre-vingt-deux, six cent quatre-vingt-trois, six cent quatre-vingt-quatre, six cent quatre-vingt-cinq, six cent quatre-vingt-six, six cent quatre-vingt-sept, six cent quatre-vingt-huit, sept cent cinquante-neuf, sept cent soixante, sept cent soixante-un, sept cent soixante-deux, sept cent soixante-trois, sept cent soixante-quatre, sept cent soixante-cinq, sept cent soixante-six, sept cent soixante-sept, sept cent soixante-huit, huit cent trente-cinq, huit cent trente-six, huit cent trente-sept et huit cent trente-huit; les susdits quarante-trois lots de subdivision sont bornés en front par la rue Nicolet.

4° Comme lots de subdivision numéros quatre cent soixante-quatre, quatre cent soixante-cinq, quatre cent soixante-six, quatre cent soixante-sept, quatre cent soixante-huit, quatre cent soixante-neuf, quatre cent quatre-vingt, quatre cent quatre-vingt-un et quatre cent quatre-vingt-deux; les susdits neuf lots de subdivision sont bornés en front par la rue Stadacona.

5° Comme lots de subdivision numéros cinq cent

district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of MICHAEL GUERIN, of the city and district of Montreal, Defendant.

One hundred and forty-four lots of land — with circumstances and dependencies, situate in the Hochelaga ward, of the city of Montreal, forming part of the lot known and designated by the number twenty-three on the official plan and in the book of reference of incorporated village of Hochelaga, and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of the said official lot.

1. As subdivision lots numbers four hundred and twenty-one, four hundred and twenty-two, four hundred and twenty-three and four hundred and twenty-four, the above four subdivision lots are bounded in front by Sainte Catherine street.

2. As subdivision lots numbers four hundred and thirty-three, four hundred and thirty-four, four hundred and thirty-five, four hundred and thirty-six, four hundred and forty-two, four hundred and eighty-five, four hundred and eighty-six, four hundred and eighty-seven, five hundred and thirty-two, five hundred and thirty-three, five hundred and thirty-four, five hundred and seventy-nine, five hundred and eighty, five hundred and eighty-one, five hundred and eighty-two, five hundred and eighty-three, five hundred and eighty-four, five hundred and eighty-five, five hundred and eighty-six, five hundred and eighty-seven, five hundred and eighty-eight, five hundred and eighty-nine, six hundred and sixty-eight, six hundred and sixty-nine, six hundred and seventy, six hundred and seventy-one, six hundred and seventy-two, six hundred and seventy-three, six hundred and seventy-four, six hundred and seventy-five, seven hundred and thirty-one, seven hundred and thirty-two, seven hundred and thirty-three, seven hundred and thirty-four, seven hundred and thirty-five, seven hundred and thirty-six, seven hundred and thirty-seven, seven hundred and thirty-eight, seven hundred and thirty-nine, seven hundred and forty, eight hundred and fourteen, eight hundred and fifteen, eight hundred and sixteen, eight hundred and seventeen and eight hundred and eighteen; the above forty-five subdivision lots are bounded in front by Chamblay street.

3. As subdivision lots numbers four hundred and fifty-four, four hundred and fifty-five, four hundred and fifty-six, four hundred and fifty-seven, four hundred and fifty-eight, four hundred and ninety-five, four hundred and ninety-six, four hundred and ninety-seven, four hundred and ninety-eight, five hundred and forty-nine, five hundred and fifty, six hundred and thirteen, six hundred and fourteen, six hundred and fifteen, six hundred and sixteen, six hundred and seventeen, six hundred and eighteen, six hundred and nineteen, six hundred and twenty, six hundred and twenty-one, six hundred and twenty-two, six hundred and eighty-one, six hundred and eighty-two, six hundred and eighty-three, six hundred and eighty-four, six hundred and eighty-five, six hundred and eighty-six, six hundred and eighty-seven, six hundred and eighty-eight, seven hundred and fifty-nine, seven hundred and sixty, seven hundred and sixty-one, seven hundred and sixty-two, seven hundred and sixty-three, seven hundred and sixty-four, seven hundred and sixty-five, seven hundred and sixty-six, seven hundred and sixty-seven, seven hundred and sixty-eight, eight hundred and thirty-five, eight hundred and thirty-six, eight hundred and thirty-seven, and eight hundred and thirty-eight; the above forty-three subdivision lots are bounded in front by Nicolet street.

4. As subdivision lots numbers four hundred and sixty-four, four hundred and sixty-five, four hundred and sixty-six, four hundred and sixty-seven, four hundred and sixty-eight, four hundred and sixty-nine, four hundred and eighty, four hundred and eighty-one and four hundred and eighty-two; the above nine subdivision lots are bounded in front by Stadacona street.

5. As subdivision lots numbers five hundred and

huit, cinq cent neuf, cinq cent dix, cinq cent onze, cinq cent dix-huit, cinq cent dix-neuf, cinq cent vingt, cinq cent vingt-un et cinq cent vingt-deux ; les susdits neuf lots de subdivision sont bornés en front par la rue Duquette.

6° Comme lot de subdivision numéro cinq cent cinquante-deux ; borné en front par la rue Ontario. et au sud-ouest par la rue Chambly.

7° Comme lots de subdivision numéros cinq cent cinquante-trois, cinq cent cinquante-quatre, cinq cent cinquante-cinq, cinq cent soixante-huit, cinq cent soixante-neuf, cinq cent soixante-dix et cinq cent soixante-onze ; les susdits sept lots de subdivision sont bornés en front par la rue Ontario.

8° Comme lot de subdivision numéro six cent trente ; borné en front par la rue Forsyth, au nord-est par la rue Nicolet, et au sud-ouest par la rue Chambly.

9° Comme lots de subdivision numéros six cent trente-un, six cent trente-deux, six cent trente-trois, six cent quarante-cinq, six cent quarante-six, six cent quarante-sept et six cent quarante-huit ; les susdits sept lots de subdivision sont bornés en front par la rue Forsyth.

10° Comme lot de subdivision numéro sept cent ; borné en front par la rue Hochelaga, et au sud-ouest par la rue Chambly.

11° Comme lots de subdivision numéros sept cent un, sept cent deux, sept cent trois, sept cent quinze, sept cent seize, sept cent dix-sept, sept cent dix-huit et sept cent dix-neuf ; les susdits huit lots de subdivision sont bornés en front par la rue Hochelaga.

12° Comme lots de subdivision numéro sept cent quatre-vingt-un ; borné en front par la rue Sherbrooke, et au sud-ouest par la rue Chambly.

13° Comme lots de subdivision numéro sept cent quatre-vingt-deux, sept cent quatre-vingt-trois, sept cent quatre-vingt-quatre, sept cent quatre-vingt-quinze, sept cent quatre-vingt-seize, sept cent quatre-vingt-dix-sept, sept cent quatre-vingt-dix-huit et sept cent quatre-vingt-dix-neuf ; les susdits huit lots de subdivision sont bornés en front par la rue Sherbrooke.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 23 mai 1899.

Shérif.
2863-2

[Première publication, 12 août 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } L'INSTITUTION ROYALE
No 1892. } POUR L'AVANCEMENT
(Duplicata). } des SCIENCES, corps politique
et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de EDMUND GUERIN, écuyer, avocat, ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant de la paroisse de Notre-Dame de Grâces, dans le district de Montréal, tant en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Mary Ann Hayes, en son vivant de la ville de Lachute, dans le district de Terrebonne, fille majeure, décédée, que personnellement comme étant légataire universel et héritier de la dite Mary Ann Hayes, en vertu de son dit testament, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, es-qualité, les immeubles suivants, à savoir :

1° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier sous le numéro cinq cent quatorze (514), situé et faisant

eight, five hundred and nine, five hundred and ten, five hundred and eleven, five hundred and eighteen, five hundred and nineteen, five hundred and twenty, five hundred and twenty-one and five hundred and twenty-two ; the above nine subdivision lots are bounded in front by Duquette street.

6. As subdivision lot number five hundred and fifty-two ; bounded in front by Ontario street and on the south west by Chambly street.

7. As subdivision lots numbers five hundred and fifty-three, five hundred and fifty-four, five hundred and fifty-five, five hundred and sixty-eight, five five hundred and sixty-nine, five hundred and seventy and five hundred and seventy-one ; the above seven subdivision lots are bounded in front by Ontario street.

8. As subdivision lot number six hundred and thirty ; bounded in front by Forsyth street, to the north east by Nicolet street, and to the south west by Chambly street.

9. As subdivision lots numbers six hundred and thirty-one, six hundred and thirty-two, six hundred and thirty-three, six hundred and forty-five, six hundred and forty-six, six hundred and forty-seven and six hundred and forty-eight ; the above seven subdivision lots are bounded in front by Forsyth street.

10. As subdivision lot number seven hundred ; bounded in front by Hochelaga street, and to the south west by Chambly street.

11. As subdivision lots numbers seven hundred and one, seven hundred and two, seven hundred and three, seven hundred and fifteen, seven hundred and sixteen, seven hundred and seventeen, seven hundred and eighteen and seven hundred and nineteen ; the above eight subdivision lots are bounded in front by Hochelaga street.

12. As subdivision lot number seven hundred and eighty-one ; bounded in front by Sherbrooke street, and to the south west by Chambly street.

13. As subdivision lots numbers seven hundred and eighty-two, seven hundred and eighty-three, seven hundred and eighty-four, seven hundred and ninety-five, seven hundred and ninety-six, seven hundred and ninety-seven, seven hundred and ninety-eight and seven hundred and ninety-nine ; the above eight subdivision lots are bounded in front by Sherbrooke street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 23rd May, 1899.

Shoriff.
2864

[First published, 12th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE ROYAL INSTITUTION
No. 1892. } FOR THE ADVANCE-
(Duplicata). } MENT OF LEARNING, a body
politic and corporate duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of EDMUND GUERIN, formerly of the city and district of Montreal, now of the parish of Notre Dame de Grâces, in the district of Montreal, esquire, advocate, as well in his capacity of executor of the last will and testament of the late Mary Ann Hayes, in her lifetime of the town of Lachute, in the district of Terrebonne, spinster and deceased, and also personally as being the universal legatee and testamentary heir of the said Mary Ann Hayes, under her said will, Defendant.

Seized as belonging to said defendant es qualité, the following immoveables, to wit :

1. A lot of land situate in the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known on the official plan and book of reference of said ward by the number five hundred and fourteen (514), situate

front sur la rue Dowd—avec les bâties sus-
érigées.

2° Un lot de terre étant le résidu du lot numéro cinq cent seize (516), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, déduction faite de la partie expropriée pour l'élargissement de la rue Bleury, situé sur la susdite rue Bleury, au coin de la rue Dowd ; le dit lot saisi, étant borné en front par la présente ligne de la rue Bleury, d'un côté, par la rue Dowd, et de l'autre côté par le lot officiel numéro cinq cent quinze du dit quartier, et en arrière par le lot officiel numéro cinq cent quatorze du dit quartier—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 2 août 1899.

[Première publication, 5 août 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } L'INSTITUTION ROYALE
No 2474 } POUR L'AVANCE-
MENT DES SCIENCES, corps politique et incor-
poré, ayant sa principale place d'affaires dans les
cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre
les terres et tenements de JOHN AUGUSTIN RA-
FTER, des cité et district de Montréal, agent
d'immeubles, en sa qualité d'exécuteur testamen-
taire de feue son épouse, Dame Mary Louisa
McGillis, passé devant témoins le 25e jour d'avril
1878, Défendeur, et enregistré et homologué à
Montréal, le 15 juin 1878, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit J. A. Rafter, ès-
qualité, l'immeuble suivant, à savoir :

Ce lot de terre maintenant connu comme lot de
subdivision numéro soixante et dix-huit, sur le plan
de subdivision et au livre de renvoi dûment faits et
déposés, du lot numéro trois mille trois cent quatre-
vingt-dix-neuf (3399-78), des plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse de Montréal, dans le comté
d'Hochelaga, maintenant dans le quartier Saint-
Gabriel, dans la dite cité de Montréal, et formant
le coin ouest des rues Ryde et Charlevoix, conte-
nant environ vingt-cinq pieds de front sur quatre-
vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, avec
le droit de passage en commun avec les autres per-
sonnes dans la ruelle connue comme subdivision
3399-77—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité
de Montréal, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE
prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit
bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 2 août 1899.

[Première publication, 5 août 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME ADELIN GRISÉ,
No 2093. } épouse commune en biens
de McLea Demers, cultivateur, de la paroisse de
Saint-Basile le Grand, district de Montréal, la dite
Dame Adeline Grisé, dûment autorisée à la pour-
suite de ses droits, Demanderesse ; contre les terres
et tenements de PHILIAS GRISÉ, cultivateur, de
la paroisse de Saint-Bruno, district de Montréal, en
sa qualité de curateur ad hoc au dit McLea Demers,
actuellement interné à l'asile de Saint-Jean de
Dieu, dans la paroisse de la Longue-Pointe, dit
district, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur
es-qualité, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre borné en front par le rang des
quarante-deux, dans la paroisse de Saint-Bruno,
district de Montréal, et portant le numéro deux
cent soixante et un, des plan et livre de renvoi

and fronting on Dowd street—with the buildings
thereon erected.

2 A lot of land being the remainder of lot num-
ber five hundred and sixteen (516), on the official
plan and in the book of reference of the Saint Law-
rence ward, of the city of Montreal, after the
deduction of the portion expropriated for the
widening of Bleury street, situate on Bleury
street aforesaid, corner of Dowd street ; bounded
the said lot seized, in front by the present line of
Bleury street, on one side, by Dowd street, and on
the other side, by lot official number five hundred
and fifteen of said ward, and in rear by lot official
number five hundred and fourteen of said ward—
with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on
the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN
o'clock in the forenoon. Said writ returnable accord-
ing to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office.

Montreal, 2nd August, 1899.

[First published, 5th August, 1899.]

Sheriff.

2810

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE ROYAL INSTITUTION
No. 2474. } FOR THE ADVANCE-
MENT OF LEARNING, a body politic and corpo-
rate, having its principal place of business in the
city and district of Montreal, Plaintiff ; against the
lands and tenements of JOHN AUGUSTIN RA-
FTER, of the city and district of Montreal, real
estate agent, in his quality of executor of the last
will and testament of his late wife, Dame Mary
Louisa McGillis, executed before witnesses on the
25th April, 1878, and proved at Montreal, on the
15th June, 1878, Defendant.

Seized as belonging to the said J. A. Rafter, es-
qualité, the following immoveable, to wit :

That certain lot now known as subdivision lot
number seventy-eight, on the subdivision plan and
book of reference duly made and filed of lot num-
ber three thousand three hundred and ninety-nine
(3399-78), on the official plan and book of reference
for the parish of Montreal, in the county of Hochel-
aga, now in the Saint Gabriel ward, in the said
city of Montreal, and forming the west corner of
Ryde and Charlevoix streets, containing about
twenty-five feet in front by ninety feet in depth,
more or less, with they right of passage, in common
with others, of the lane known as subdivision 3399-
77—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ return-
able according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 2nd August, 1899.

[First published, 5th August, 1899.]

Sheriff.

2812

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME ADELIN GRISÉ,
No. 2093. } wife common as to property
of McLea Demers, farmer, of the parish of Saint
Basile le Grand, district of Montreal, the said Dame
Adeline Grisé, being duly authorized to sue for her
rights, Plaintiff ; against the lands and tenements
of PHILIAS GRISÉ, farmer, of the parish of
Saint Bruno, district of Montreal, in his capacity
of curator ad hoc to the said McLea Demers, at
present an inmate of Saint Jean de Dieu asylum, in
the parish of Longue Pointe, in the said district,
Defendant.

The following immoveables seized as belonging
to the said defendant es-qualité, to wit :

1. A lot of land bounded in front by the range
called le rang des quarante-deux, of the parish of Saint
Bruno, in the district of Montreal, and bearing the
number two hundred and sixty-one, of the official

officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno—sans bâtisses.

2° Un lot de terre borné en front par le rang des quarante-deux, dans la paroisse de Saint-Bruno, district de Montréal, et portant le numéro deux cent soixante et deux, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bruno—sans bâtisses.

3° Une terre située dans la paroisse de Saint-Basile le Grand, district de Montréal; bornée en front par le chemin du rang des vingt-quatre, portant les numéros deux cent quatre-vingt-douze, deux cent quatre-vingt-treize et quatre cent soixante et neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, actuellement paroisse de Saint-Basile le Grand, formant les lots de terre une seule et même exploitation agricole—avec les bâtisses sus-érigées.

4° Une terre bornée en front par la concession des vingt-quatre, dans la paroisse de Saint-Basile le-Grand, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, sous le numéro trois cent quatre-vingt-neuf, actuellement la paroisse de Saint-Basile le Grand, contenant deux arpents de front sur vingt-quatre arpents de profondeur—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus comme suit, savoir : Paragraphes numéros 1 et 2, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bruno, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi; et les paragraphes numéros trois et quatre (3 et 4), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Basile le Grand, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 2 août 1899.

Shérif.
2807-2

[Première publication, 5 août 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**ELLE CLARIDA VALI-
No 1129. } **QUETTE**, fille-majeure

et usant de ses droits, de la cité et du district de Montréal, personnellement, Demanderesse et Appelante; contre les terres et tenements de **ADELARD SAVAGE**, conducteur de tramway, de la cité et du district de Montréal, mineur, sous la tutelle en première instance, d'Olivier Savage, son père, entrepreneur, de Notre-Dame des Neiges, district de Montréal, le dit Adélarde Savage, maintenant majeur et usant de ses droits, Défendeur et Intimé.

Saisi comme appartenant au dit défendeur et intimé Adélarde Savage, en sa qualité d'héritier de feu Dame Euphémie Blanchard, sa mère et première femme commune en biens du dit Olivier Savage, un huitième indivis des immeubles en premier lieu ci-après décrit qui appartiennent à la communauté de biens qui a existé entre la dite Euphémie Blanchard et le dit Olivier Savage, savoir :

"A" 1° Un emplacement situé dans la ville de Notre-Dame des Neiges, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les bâtisses y érigées; connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, sous le numéro seize, contenant soixante et treize pieds de largeur sur le front, par cent dix-sept pieds de profondeur dans la ligne sud-est et cent dix-huit pieds dans la ligne nord-ouest, le tout plus ou moins; à distraire ce qui a été pris pour l'ouverture de l'avenue Swail; borné en front par le chemin de la Côte des Neiges, en profondeur par l'emplacement connu et désigné sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro six, de la subdivision officielle du lot primitif numéro vingt-cinq, d'un côté par l'avenue Swail, et de l'autre côté par l'emplacement ci-après décrit, étant le numéro officiel dix-sept sur les susdits plan et livre de renvoi officiels, avec

plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno—without any buildings.

2. A lot of land bounded in front by the range called *le rang des quarante-deux*, in the parish of Saint-Bruno, district of Montreal, and bearing the number two hundred and sixty-two, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno—without buildings.

3. A lot of land situate in the parish of Saint Basile le Grand, district of Montreal; bounded in front by the road of the range called *le rang des vingt-quatre*, bearing the numbers two hundred and ninety-two, two hundred and ninety-three, four hundred and sixty-nine, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Bruno, now the parish of Saint Basile le Grand, the said lots of land constituting one and the same farm—with the buildings therein erected.

4. A lot of land bounded in front by the concession called *des vingt-quatre*, in the parish of Saint Basile le Grand, known and designated under the number three hundred and eighty-nine, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Bruno, now the parish of Saint Basile le Grand, containing two arpents in front by twenty-four arpents in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold as follows, to wit: The lots firstly and secondly described, at the parochial church door of the parish of Saint Bruno, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, and the lots thirdly and fourthly described, at the parochial church door of the parish of Saint Basile le Grand, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,
Montreal, 2nd August, 1899.

Sheriff.
2808

[First published, 5th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M**ISS CLARIDA VALI-
No. 1129. } **QUETTE**, spinster,

and using of her rights of the city and district of Montreal, personally, Plaintiff and Appellant; against the lands and tenements of **ADELARD SAVAGE**, tramway conductor, of the city and district of Montreal, minor under the tutorships in the first instance of Olivier Savage, his father, contractor, of Notre-Dame des Neiges, district of Montreal, the said Adélarde Savage, being now of full age and in the enjoyment of his rights, Defendant and Respondent.

Seized as belonging to the said defendant and respondent Adélarde Savage, in his capacity of heir the late Dame Euphémie Blanchard, his mother, and the first wife common as to property of the said Olivier Savage, an undivided eighth of the immovables hereinafter firstly described belonging to the community of property that existed between the said Euphémie Blanchard and the said Olivier Savage, to wit:

"A" 1. A lot of land situate in the town of Notre-Dame des Neiges, county of Hochelaga, district of Montreal—with the buildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of la Côte des Neiges under the number sixteen, containing seventy-one feet in width in front by one hundred and seven feet in depth on the south east line, and one hundred and eighteen feet on the north west line, the whole more or less; to be deducted therefrom what has been taken for opening Swail avenue; bounded in front by the Côte des Neiges road, in depth by the lot known and designated on the said official plan and book of reference under the number six, of the official subdivision of the original lot number twenty-five, on one side by Swail avenue, and on the other side by the lot hereinafter described being the official number

droit de passage dans la dite avenue Swail et droit de bâtir sur le pont d'icelle, avec encore les servitudes actives et passives y attachées.

2° Un autre emplacement situé dans la ville de Notre-Dame des Neiges, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les bâtisses y érigées; borné en front par le chemin de la Côte des Neiges, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, sous le numéro dix-sept.

3° Un autre emplacement situé dans la ville de Notre-Dame des Neiges, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les bâtisses y érigées, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, sous le numéro six, de la subdivision officielle du lot numéro primitif vingt-cinq; borné en front par l'avenue de la Montagne, en profondeur par le lot numéro seize et par partie du lot numéro dix-sept, ci-dessus décrits des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, d'un côté par l'avenue Swail, et de l'autre côté par le lot numéro sept, de la subdivision du dit lot primitif, numéro vingt-cinq.

"B" Saisi comme appartenant à la continuation de communauté qui existe depuis le vingt-huit mai mil huit cent quatre-vingt-seize, entre le dit Olivier Savaged'une part, et ses enfants issus de son premier mariage d'une autre part, dont le défendeur et intimé Adélarde Savage, est l'un deux, et depuis le vingt-huit juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, continuée entre le dit Olivier Savage d'une part, ses enfants issus de son premier mariage, d'une autre part, et de Dame Emma Rochon alias Emma Charbonneau, seconde femme du dit Olivier Savage de troisième part: saisi un douzième indivis de l'immeuble ci-après décrit qui appartient au dit défendeur et intimé Adélarde Savage, en sa qualité d'héritier de sa mère la dite feue Dame Euphémie Blanchard, savoir: un emplacement situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro deux cent quatre-vingt-sept, de la subdivision officielle du lot numéro primitif un; borné en front par la rue Marie-Anne, et d'un côté par la rue Seaton—avec une maison en briques à deux étages et autres dépendances dessus érigées, avec aussi les comptoirs, tablettes et fixtures qui se trouvent dans la dite maison, et droit de sortir et d'entrer en tout temps par la ruelle en arrière du dit emplacement, avec ceux qui y ont ou peuvent y avoir droit, mais sans pouvoir l'obstruer.

Pour être vendus en mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 9 août 1899. 2877-2

[Première publication, 12 août 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montreal.

Montréal, à savoir: } LA BANQUE D'ONTARIO, une corporation ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Toronto, et une autre place d'affaires en la cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de CHARLES HOLLAND, actuellement de St-Nazaire, dans la République française, en sa capacité de "trustee" des créanciers de la succession de Robert Mitchell & Sons, Défendeur.

Saisi comme appartenant à C. Holland es-qualité, les immeubles suivants, à savoir: un lot de terre consistant en: 1° un lot ou morceau de terre sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, étant partie du lot connu sur le plan de subdivision

seventeen on the said official plan and book of reference, with right of way in the said Swail avenue and right to build on the bridge thereof, also with the active and passive servitudes attached thereto.

2. Another lot situate in the town of Notre Dame des Neiges, county of Hochelaga, district of Montreal, with the buildings thereon erected; bounded in front by the Côte des Neiges road, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of la Côte des Neiges, under the number seventeen.

3. Another lot of land situate in the town of Notre-Dame des Neiges, county of Hochelaga, district of Montreal—with the buildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of la Côte des Neiges, under the number six, of the official subdivision of the original number twenty-five; bounded in front by Mountain avenue, in depth by lot number sixteen and by part of lot number seventeen, above described of the official plan and book of reference of the incorporated village of la Côte des Neiges, on one side by Swail avenue, and on the other side by lot number seven, of the subdivision of the said original lot number twenty-five.

"B" Seized as belonging to the continuation of community existing since the twenty-eighth of May, one thousand eight hundred and ninety-six, between the said Olivier Savage of the one part, and his children issue of his first marriage of the other part, whereof the defendant and respondent Adélarde Savage is one, and from the twenty-eighth June, one thousand eight hundred and ninety-seven, continued between the said Olivier Savage of the one part; his children issue of his first marriage of the second part, and Dame Emma Rochon alias Emma Charbonneau, second wife of the said Olivier Savage of the third part; seized one undivided twelfth of the immovable hereinafter described which belongs to the said defendant and respondent Adélarde Savage, in his capacity of heir to his mother the said late Dame Euphémie Blanchard, to wit: A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, under the number two hundred and eighty-seven, of the official subdivision of the original lot number one; bounded in front by Marie Anne street, and one side by Seaton street—with a two story brick house and other dependencies thereon erected, with also the counters, shelves and fixtures in the said house, and right of exit and entrance at all times by the lane in rear of the said lot, with those persons who have or may have a right thereto, but without any right to obstruct it.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montréal, 9th August, 1899. 2878
[First published, 12th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE ONTARIO BANK, a corporation having its chief office of business in the city of Toronto, and another place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of CHARLES HOLLAND, now of Saint Nazaire, in the French Republic, and in his quality of "trustee" of the creditors of the estate of Robert Mitchell & Sons, Defendant.

Seized as belonging to C. Holland, es-qualité, the following immovables, to wit: A block of land consisting of: 1. That certain lot piece or parcel of land situate lying and being in the Saint Antoine ward, in the city

du lot désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro dix-huit cent quatorze Y (1814 Y) ; la dite partie du dit lot de subdivision étant de forme triangulaire et bornée comme suit : d'un côté au sud, à une distance de trente pieds de la borne sud du dit lot de subdivision, joignant le dit lot de subdivision dix-huit cent quatorze X par le résidu du lot dix-huit cent quatorze Y, la propriété de Joseph Smith, écuyer, en arrière, à l'est par une ruelle de vingt-cinq pieds de largeur, et du côté nord-ouest par le lot numéro dix-huit cent quatorze Z.

2° Ce lot de terre et bâtisses ais et situés dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, formant la plus grande partie du lot de subdivision dix-huit cent quatorze Z, étant de forme irrégulière et borné comme suit : du côté sud-est par le lot de subdivision numéro dix-huit cent quatorze Y, de la dite ruelle jusqu'à l'intersection de la ligne de borne sud du dit lot avec la ligne de la partie du lot de subdivision dix-huit cent quatorze Y ci-dessus décrite, et de là, à la rue Reservoir, par une partie du dit lot de subdivision numéro dix-huit cent quatorze Z, maintenant appartenant à Joseph Smith, de l'autre côté au nord-ouest, par le lot portant le numéro du cadastre dix-huit cent quinze sur les dits plan et livre de renvoi, la propriété de H. B. Smith, en front par la rue Reservoir, et en arrière par la dite ruelle ; la dite partie du dit lot en dernier lieu mentionné, contenant deux mille neuf cent quatre-vingt-sept pieds en superficie, plus ou moins, mesure anglaise.

Les dites deux parties des dits lots de terre, sont voisines et ne forment qu'un morceau de terre, ensemble avec le droit de passage en commun dans la dite ruelle, mais sans l'encumber, circonstances et dépendances, pour être vendues en un seul lot.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du shérif, Député-shérif.
Montréal, 10 août 1899. 2911.
[Première publication, 12 août 1899.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour de Circuit—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **JEAN-BAPTISTE FORTIN**,
No 1896. } de la cité de Hull, dit district d'Ottawa, épicier. Demandeur ; vs. **EDOUARD TREMBLAY, FILS**, du même lieu, journalier, Défendeur, à savoir :

Cette maison portant le numéro deux, située sur l'avenue Dupuis, dans le quartier deux, de la cité de Hull, et autres bâtisses, érigées sur la partie centre du lot numéro cent soixante et quinze, sui-

of Montréal, being part of the lot known on the subdivision plan of the lot distinguished on the official plan and book of reference of the said ward, by the number eighteen hundred and fourteen Y (1814 Y) ; said part of said subdivision lot being a triangular figure and bounded as follows : on one side to the south, at a distance of thirty feet from the southern boundary of said subdivision lot adjoining said subdivision lot eighteen hundred and fourteen X by the remaining portion of lot eighteen hundred and fourteen Y, the property of Joseph Smith, esquire, in rear to the east by a lane twenty-five feet wide and on the north west side by lot number eighteen hundred and fourteen Z.

2. That certain lot of land and premises situate lying and being in the Saint Antoine ward, in the city of Montreal, forming the greater part of subdivision lot eighteen hundred and fourteen Z, being of irregular shape and bounded as follows : on the south east side by subdivision lot number eighteen hundred and fourteen Y, from the said lane to the intersection of the southern boundary line of said lot with the line of the portion of subdivision lot eighteen hundred and fourteen Y, herein before described and from thence to Reservoir street, by a part of said subdivision lot number eighteen hundred and fourteen Z, now belonging to Joseph Smith, on the other side to the north west by lot bearing cadastral number eighteen hundred and fifteen, on said plan and book of reference, the property of H. B. Smith, in front by Reservoir street, and in rear by said lane, said part of said last mentioned lot containing two thousand nine hundred and eighty seven superficial feet, more or less, and english measure.

The said two parts of said two lots of land adjoining each other and forming one block or piece of land together and possessing the right of passage in said lane in common but without incumbering the same with all and every the members and appurtenances thereto belonging, to be sold as one emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's office, Deputy-sheriff.
Montreal, 10th August 1899. 2912.
[First published, 12th August, 1899.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **JEAN-BAPTISTE FORTIN**, of
No. 1896. } the city of Hull, said district of Ottawa, grocer, Plaintiff ; against **EDOUARD TREMBLAY, JUNIOR**, of the same place, laborer, Defendant, to wit :

All that house bearing number two, situate on Dupuis street, in ward two, of the city of Hull, and other buildings, erected on the centre part of lot number one hundred and seventy-five, according to

vant le plan et le livre de renvoi cadastral officiels du quartier deux, de la dite cité de Hull; bornée vers le nord par partie du même lot occupé par Joseph Franche, à l'est par partie du dit lot cent soixante-quinze et cent soixante-quatorze, maintenant connue comme la rue Dupuis, au sud par partie du dit lot cent soixante et quinze, occupée par Néré Derouin, et à l'ouest par la rue Ravine—ensemble avec tous ses intérêts sur la partie du dit lot avec maison et bâtisses.

Pour être vendue au bureau du shérif, en la cité de Hull, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif,
Hull, 9 août 1899.

Shérif.
2915-2

[Première publication, 12 août 1899.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **JOHN R. TILLEY**, de la ville
No 206. } de Napanee, dans la province
d'Ontario, ingénieur-mécanicien, Demandeur ; contre les terres et tenements de **WILLIAM HENRY WALKER**, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, avocat, Défendeur, à savoir :

Tous ces terres et tenements situés dans le canton de Buckingham, dans le district d'Ottawa, connus aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, comme lots dix-neuf A (19 A), contenant cent acres, vingt-trois (23), contenant deux cent acres, vingt-quatre (24), contenant deux cent acres, tous dans le septième rang, vingt et un B (21 B), dans le huitième rang, contenant cent acres, vingt et un (21), dans le neuvième rang, contenant deux cents acres, dix-neuf B (19 B), dans le neuvième rang, contenant cent acres, dix-neuf C (19 C), dans le huitième rang, contenant quatorze acres et deux vergées, mesure anglaise, avec les eaux, pouvoir d'eau, privilèges, etc, dans et sur le dit lot dix-neuf C (19 C), dans le dit huitième rang ; aussi toutes les mines, veines, couches de plombagerie ou autres minéraux et métaux quelconques, dans et sur les dits lots, aussi toutes les mines, veines, couches de plombagerie ou autres minéraux constituant les droits de mine dans et sur ces certains lots connus sur les dits plan et livre de renvoi comme lots numéros vingt et un A (21 A), dans le septième rang, contenant cent acres, vingt B (20 B), dans le huitième rang, contenant cent acres, et dix-neuf B (19 B), dans le dit huitième rang, contenant cent trente-cinq acres et deux vergées, le tout plus ou moins—ensemble avec toutes les mines, manufactures, et machines pour miner, maisons, bâtisses et circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire de Naziance de Buckingham, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif,
Hull, 8 août 1899.

Shérif.
2913-2

[Première publication, 12 août 1899.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITÉ DE QUÉBEC** ;
No. 1818. } contre **LOUIS SECON-**
NELLI, des cité et district de Québec, cordonnier,
à savoir :

the official cadastral plan and book of reference for ward number two, of the said city of Hull ; bounded to the north by part of same lot occupied by Joseph Franche, to the east by part of said lot one hundred and seventy-five and one hundred and seventy-four, now known as Dupuis street, to the south by part of said lot one hundred and seventy-five, occupied by Néré Derouin, and to the west by Ravine street—together with all interests in the part of said lot, with house and buildings.

To be sold at the sheriff's office, in the city of Hull, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's office,
Hull, 9th August, 1899.

Sheriff.
2916

[First published, 12th August, 1899.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **JOHN R. TILLEY**, of the town
No. 206. } of Napanee, in the province
of Ontario, mechanical engineer, Plaintiff ; against the lands and tenements of **WILLIAM HENRY WALKER**, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, barrister at law, Defendant to wit :

All and singular those certain lands and tenements situate in the township of Buckingham, in the district of Ottawa, known according to the official plan and in the book of reference of said township, as lot nineteen A (19 A), containing one hundred acres, lot twenty-three (23), containing two hundred acres, and lot twenty-four (24), containing two hundred acres, all in the seventh range, lot twenty-one B (21 B), in the eighth range, containing one hundred acres, lot twenty-one (21), in the ninth range, containing two hundred acres, lot nineteen B (19 B), in the ninth range, containing one hundred acres, lot nineteen C (19 C), in the eighth range, containing fourteen acres and two roods, english measure, with waters, waters-powers, privileges &c., in and upon said lot nineteen C (19 C), in said eighth range, also all manner of mines, veins, beds of plumbago or other minerals or ores, whatsoever in and upon said lots, also all mines, veins, beds of plumbago or other ores constituting the mining rights in and to those certain lots known upon said plan and book of reference, as lots numbers twenty-one A (21 A), in the seventh range, containing one hundred acres, twenty B (20 B), in the eighth range, containing one hundred acres and nineteen B (19 B), in said eighth range, containing one hundred and thirty-five acres and two roods, all more or less—together with all mines, factories and mining machinery, houses, buildings and appurtenances thereon and thereto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Saint Grégoire de Naziance of Buckingham, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office,
Hull, 9th August, 1899.

Sheriff.
2914

[First published, 12th August, 1899.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUÉBEC** ;
No. 1818. } against **LOUIS SECON-**
NELLI, of the city and district of Québec, shoemaker, to wit :

Le lot No 1468 (quatorze cent soixante et huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Massue—avec bâtisses ; sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du shérif,

Député shérif.

Québec, 24 août 1899.

3057

[Première publication, 26 août 1899.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **DAME JOSEPHINE DUMAS**, de Québec, No 2324. } épouse commune en biens de Michel Honoré Stephens, menuisier, de Québec, dûment autorisé à ester en justice ; contre **MICHEL HONORÉ STEPHENS**, menuisier, de Québec, à savoir :

1° Le lot No 1639 (mille six cent trente-neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Massue—avec bâtisses ; sujet à une rente annuelle de six piastres payable aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin.

2° Le lot No 1640 (mille six cent quarante), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Massue—avec bâtisses ; sujet à une rente annuelle de six piastres payable aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin.

3° Le lot No 1629 (mille six cent vingt-neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Massue ; sujet à une rente annuelle de six piastres payable aux Révérendes Dame Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du shérif,

Député shérif.

Québec, 24 août 1899.

3063

[Première publication, 26 août 1899.]

FIERI FACIAS.

Circuit of Québec.

Québec, à savoir : } **JOHN LAVALLEE**, de la No 1874. } paroisse de Saint-Charles, marchand ; contre **JEAN MORIN**, de la paroisse de Saint-Henri, voiturier, à savoir :

1o Le lot No 74 (soixante et quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Henri, étant un emplacement situé route Saint-Henri (chemin gravé)—circonstances et dépendances.

2o Le lot No 96 (quatre-vingt-seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Henri, étant un emplacement situé route Saint-Henri (chemin gravé)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri, comté de Lévis, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du shérif,

Député-shérif.

Québec, 10 août 1899.

[Première publication, 12 août 1899.]

Lot No. 1468 (fourteen hundred and sixty-eight), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot situate on Massue street—with buildings ; subject to an annual rent of \$6.00, payable the 29th June, to the Hotel Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Quebec, 24th August, 1899.

3058

[First published, 26th August, 1899.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **DAME JOSEPHINE DUMAS**, No. 2324. } of Québec, wife common as to property of Michel Honoré Stephens, joiner, of Québec, duly authorized to sue ; against **MICHEL HONORÉ STEPHENS**, joiner, of Québec, to wit :

1. Lot No. 1639 (one thousand six hundred and thirty-nine), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot of land situate on Massue street—with buildings ; subject to an annual rent of six dollars payable to the Reverend Religious Ladies of the Hôtel Dieu de Québec, on the 29th of June.

2. Lot No. 1640 (one thousand six hundred and forty), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot of land situate on Massue street—with buildings ; subject to an annual rent of six dollars payable to the Reverend Religious Ladies of the Hôtel Dieu de Québec, on the 29th of June.

3. Lot No. 1629 (one thousand six hundred and twenty-nine), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot of land situate on Massue street ; subject to an annual rent of six dollars payable to the Reverend Religious Ladies of the Hôtel Dieu de Québec, on the 29th of June.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Quebec, 24th August, 1899.

3064

[First published, 26th August, 1899.]

FIERI FACIAS.

Circuit of Québec.

Québec, to wit : } **JOHN LAVALLEE**, of the No 1874. } parish of Saint Charles, merchant ; against **JEAN MORIN**, of the parish of Saint Henri, carriage-maker, to wit :

1. Lot No. 74 (seventy-four), of the official cadastre for the parish of Saint Henri, being a lot of land situate on the Saint Henri macadamized road—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 96 (ninety-six), of the official cadastre for the parish of Saint Henri, being a lot of land situate on the Saint Henri macadamized road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri, county of Lévis, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's office,

Deputy Sheriff

Quebec, 10th August, 1899.

2884

[First published, 12th August, 1899.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **CHARLES OMER PARADIS**
No 2597 B. } marchand, de la cité de
Sorel, dans le district de Richelieu, Demandeur ;
contre **MOISE DEBLOIS**, de la cité de Sorel, dans
le district de Richelieu, et **LOUIS LACOUTURE**,
de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu,
ci-devant de la cité de Saint-Henri, dans le district
de Montréal, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur Louis
Lacouture ;

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-
Pierre de Sorel, en la première concession sud de la
rivière Richelieu, connu et désigné aux plan et
livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-
Pierre de Sorel, par le numéro cent quatorze (No
114), contenant un arpent et demi de front sur
quarante arpents de profondeur—le tout plus ou
moins.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, le **TREI-
ZIEME** jour du mois de **SEPTEMBRE** prochain,
à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rappor-
table suivant la loi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif,

Sorel, 8 août 1899.

[Première publication, 12 août 1899.]

Shérif.

2869-2

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
been seized, and will be sold at the respective times
and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **CHARLES OMER PARADIS**,
No. 2597 B. } merchant, of the city of Sorel,
in the district of Richelieu, Plaintiff; against
MOISE DEBLOIS, of the city of Sorel, in the
district of Richelieu, and **LOUIS LACOUTURE**,
of the city of Sorel, in the district of Richelieu,
heretofore of the city of Saint Henri, in the district
of Montreal, Defendants.

As belonging to the said Defendant Louis Lacou-
ture.

A lot of land situate in the parish of Saint Pierre
de Sorel, in the first concession south of the Riche-
lieu River, known and designated on the official
plan and book of reference of the said parish of
Saint Pierre de Sorel, as number one hundred and
fourteen (No. 114), containing an arpent and a half
in front by forty arpents in depth—the whole more
or less.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint Pierre de Sorel, on the **THIR-
TEENTH** day of the month of **SEPTEMBER** next,
at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ
returnable according to law.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office,

Sorel, 8th August, 1899.

[First published, 12th August, 1899.]

Sheriff.

2870

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et **HERITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **AIMÉ LEBLANC**,
No. 393. } Demandeur ;
contre **FRANÇOIS DESPINS**, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le rang sud-ouest de
la Rivière Batiscan, en la paroisse de Saint-Stanislas
de la rivière des Envies, contenant environ soixante
et dix arpents en superficie, le tout plus ou moins,
portant les numéros cinq cent trente-cinq (535) et
cinq cent trente-six (536), du cadastre d'icelle
paroisse—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Stanislas de la Rivière des Envies,
le **VINGT-SEPTIEME** jour de **SEPTEMBRE**
prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref
rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif,

Trois-Rivières, 23 août 1899.

[Première publication, 26 août 1899.]

Shérif.

3035

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **AIMÉ LEBLANC**, Plain-
No. 393. } tiff; against **FRAN-
ÇOIS DESPINS**, Defendant.

A lot of land situate in the range south west of the
river Batiscan, in the parish of Saint Stanislas de la
Rivière des Envies, containing about seventy
arpents in area, the whole more or less, being num-
bers five hundred and thirty-five (535) and five
hundred and thirty-six (536), of the cadastre of the
said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Stanislas de la Rivière des Envies, on the
TWENTY-SEVENTH day of **SEPTEMBER** next,
at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ
returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,

Three Rivers, 23rd August, 1899.

[First published, 26th August, 1899.]

Sheriff.

3036

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME CESARIE**
No 345. } **DUCHARME**, De-
manderesse ; vs. **OLIVIER LAMOTHE**, Défен-
deur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-
Théophile, au rang sud Saint-Mathieu, étant
le lot numéro deux du dit rang, comprenant le
lot No 825 et partie du lot No 824, du cadastre.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **DAME CESARIE DU-
No. 345. } CHARME**, Plaintiff ;
vs. **OLIVIER LAMOTHE**, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint
Theophile, in the south range Saint Mathieu,
being lot number two of the said range, com-
prising lot No. 825 and part of lot No. 824, of

d'enregistrement pour la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel—avec maison, étable et autres dépendances dessus construites, joignant du côté nord-est à Philippe Trottier, et du côté sud-ouest à Honoré Massicotte ; borné en front au rang Saint-Mathieu, en profondeur au cordon Saint-Michel nord.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN, Shérif.
Bureau du shérif, 2879
Trois-Rivières, 9 août 1899.
[Première publication, 12 août 1899.]

the registration cadastre for the parish of Notre Dame du Mont Carmel—with a house stable and other dependencies thereon erected, adjoining on the north-east side Philippe Trottier, and on the south west side Honoré Massicotte ; bounded in front by the Saint Mathieu range, in rear by the division line north Saint Michel.

To be sold at the church door of the parish of Saint Theophile, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN, Sheriff.
Sheriff's office, 2880
Three Rivers, 9th August, 1899.
[First published, 12th August, 1899.]

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les propriétés décrites à l'état qui suit seront vendues aux enchères publiques, en la salle de l'Hôtel-de-Ville, en la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, MERCREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et contributions municipales et scolaires mentionnées au dit état, et les frais qui seront subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures à ce jour, à moins que les dites taxes et contributions et frais ne soient plus tôt payés.

Donnée à Hull susdit, ce quinzième jour d'août, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

(Signé), JOHN F. BOULT,
Greffier de la cité.

[Vrais copie],
(Signé), JOHN F. BOULT,
Greffier de la cité.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the property described in the subjoined statement will be sold by public auction, in the assembly room of the City Hall, in the city of Hull, in the district of Ottawa, on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER next (1899), at the hour of TEN of the clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal and school taxes and assessments mentioned in the said statement, and the cost which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes and assessments be sooner paid.

Given at Hull aforesaid, this fifteenth day of August, one thousand eight hundred and ninety-nine.

(Signed), JOHN F. BOULT,
City clerk.

[True copy],
(Signed), JOHN F. BOULT,
City clerk.

Propriétaire de biens-fonds. — Proprietor of real estate.	Propriétaire d'améliorations. — Proprietor of improvements.	Quartier. — Ward.	Numéro du cadastre. — Number of the cadastre.	Description des améliorations. — Description of improvements.	Total.
Geo. C. Wright <i>et al</i>	Hubert Boisvert.....	3	170 et 171	Vacant.....	19 25
Mrs. John Scott	Hubert Boisvert.....	3	277	Maison en bois non terminée— Unfinish wood house	8 00
Mrs. John Scott	Zéphirin Simard.....	5	pt 537	Glacière et abattoirs—Ice and slaughter house.....	89 95
Thos Fortin.....		5	1/2 357	Maison en bois—Wood house..	42 64
Thos Fortin.....		5	1/2 357	" " " "	28 64
Geo. J. Marston.....	Octave Charbonneau	5	1/2 172	" " " "	22 04
Mme Basile Dompierre		5	1/2 172	" " " "	9 38
Mrs. John Scott.....	Pierre Marleau jr..	3	S 1/2 519	" " " "	31 02
Poupore & Co.....	Alphonse Fortin....	3	pt 172	" " " "	8 87
Estate Chs B. Wright.	Patrice Carrière....	3	W 1/2 161	" " " "	12 42
Collège Ottawa	Louis Poirier.....	3	S 1/2 37	" " " "	8 30
Collège Ottawa	Arthur Lafortune..	3	Block 12	" " " "	6 84
Mrs. Hannah Currier..	Emeri Bissonnette .	4	pt 133	" " " "	19 68
Chs E. Graham	George Brière.....	4	1/2 12	" " " "	14 05
Joseph Danis.....		4	11a	" " " "	25 43
Michel Leblanc.....		4	11b	" " " "	21 13
Mrs. John Scott	William St-Arnaud.	5	1/2 457	" " " "	18 45
Mrs. John Scott.....	Joseph St-Arnaud..	5	1/2 313	" " " "	3 82
Ephraim E. Webb	Damase Tessier....	5	1/2 S 57	" " " "	11 30
Wm H. Marston.....	Angus McMullin...	5	1/2 175	" " " "	5 94

[Attesté].
(Signé) JOHN F. BOULT,
2961-2 Greffier de la cité.

[Certified],
(Signed) JOHN F. BOULT,
2962 City clerk.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 18 août 1899, d'adjoindre les personnes suivantes à la commission de la paix des districts suivants, savoir :

District de Richelieu.—P. O. Jodoin, de Belœil, Cyrille Choquette, Frs. Lambert, Louis Malo, père, Azarie Beauchemin, Octave Préfontaine, Louis Comptois, Ernest Brunelle, M. D., Prudent Lapalme, J.-Bte. Rainault et Victor Larose, de la paroisse de Belœil, comté de Verchères.

District de Montréal.—Erastus William Wilson, de la cité de Montréal.

3067

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 16 août 1899, de nommer M. O. Latour, de Kippewa, comté de Pontiac, juge de paix, sous l'autorité de l'article 2572, des Statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le district de Pontiac.

3065

Avis du Gouvernement

No 1593-99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité de "Ville Marie," dans le comté de Pontiac, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans leur dite municipalité; qu'ils ne mettent pas la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, conformément à la loi; en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au lieutenant-gouverneur en conseil, que la corporation des syndics des dites écoles dissidentes pour la dite municipalité soit déclarée dissoute, dans le délai indiqué par la loi.

P. B. DELABRUÈRE,
Surintendant.

Québec, 26 août 1899.

3069

Avis de Faillites

Province de Québec.
District de Montréal.

Cour Supérieure.

In re James Robinson,

Demandeur;

vs.

Dame Emma Dufresne, épouse séparée quand aux biens de Albert St. Martin, de la cité de Montréal, et y faisant affaires seule comme manufacturière de chaussures, sous la raison sociale de "Lefebvre Frères," Défenderesse.

Avis est par les présentes donné que la dite défenderesse, a, ce jour, fait un abandon judiciaire de tous ses biens, au bureau du protonotaire de cette cour, pour le bénéfice de ses créanciers.

CARTER & GOLDSTEIN,

Avocats du demandeur.

Montréal, 18 août 1899.

3069

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th of August, 1899, to associate the following persons to the commission of the peace for the following districts, to wit :

District of Richelieu.—P. O. Jodoin, of Belœil, Cyrille Choquette, Frs. Lambert, Louis Malo, senior, Azarie Beauchemin, Octave Préfontaine, Louis Comptois, Ernest Brunelle, M. D., Prudent Lapalme, J.-Bte. Rainault and Victor Larose, of the parish of Belœil, county of Verchères.

District of Montreal.—Erastus William Wilson, of the city of Montreal.

3068

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 16th of August, 1899, to appoint Mr. O. Latour, of Kippewa, county of Pontiac, a justice of the peace, in virtue of article 2572, revised Statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the district of Pontiac.

3066

Government Notices

No. 1593-99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Whereas the dissentient school trustees of the municipality of "Ville Marie," in the county of Pontiac, have allowed a year to elapse without having a school in their municipality; whereas they do not carry out the school law and take no steps to have schools according to law; I therefore, give notice that after three consecutive notices in the *Quebec Official Gazette*, I shall recommend to the lieutenant governor in council, that the corporation of trustees of the said dissentient schools for the said municipality be declared dissolved within the delay specified by law.

P. B. DELABRUÈRE,
Superintendent.

Quebec, 26th August, 1899.

3070

Bankrupt Notices

Province of Québec,
District of Montréal.

Superior Court.

In re James Robinson,

Plaintiff;

vs.

Dame Emma Dufresne, wife separated as to property of Albert St. Martin, of the city of Montreal, and there carrying on business alone as boot and shoe manufacturer, under the firm name of "Lefebvre Frères," Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant, has, this day, made in the office of the protonotary of said court, a judicial abandonment of all her property for the benefit of her creditors.

CARTER & GOLDSTEIN,

Attorneys for said plaintiff.

Montreal, 18th August, 1899.

3060

Licitation

AVIS DE VENTE PAR LICITATION.

Province de Québec, }
 District d'Ottawa, } Cour Supérieure.
 Dame Sarah Jane Way et *vir*, Demandeurs ;
 vs.

Inkerman Toll et *al*, Défend-urs.
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Hull, dans le district d'Ottawa, le 28ième jour de juin 1899, dans une cause dans laquelle Dame Sarah Jane Way, de Lachute, dans le district de Montréal, épouse de James Rutherford, horloger, du même lieu, et le dit James Rutherford tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, sont demandeurs, et Inkerman Toll, George Toll et John Toll, cultivateurs, tous du canton de Templeton, dans le comté de Wright, dans le district d'Ottawa ; Thomas Toll, cultivateur, du canton de Oakley, dans le district de Muskoka, dans la province d'Ontario ; Dame Henrietta Way, du canton de Chertsey, dans le comté de Montcalm, dans le district de Joliette, épouse de William Dunning, du même lieu journalier, et le dit William Dunning tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse ; William Henry Way, de Chertsey susdit, cultivateur ; Stephen Lennox Way, cultivateur, de Templeton susdit ; Alexander Green, cultivateur, de Templeton susdit, en sa qualité de tuteur dument nommé aux personnes et successions de John Arthur Way, George Wellington Way, James Albert Way et Margaret Eleanor Way, tous du dit canton de Templeton, enfants mineurs issus du mariage de feu Stephen Way, en son vivant aussi de Templeton, avec Dame Margaret Dady, son épouse ; Dame Mary Elizabeth Way, fille majeure usant de ses droits, et Joseph Henry Green, cultivateur, tous deux de Templeton susdit, par reprise d'instance, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, savoir :

Les trois-quarts sud du lot numéro deux B (2 B) dans le second rang du canton de Templeton, dans le comté de Wright, suivant les plan et livre de renvoi officiels du dit canton ; borné au nord par partie du même lot possédé par Thomas Bigras, au sud par la rivière Ottawa, à l'est par partie du lot numéro deux A, formant partie de la succession de feu Stephen Way, et à l'ouest par le lot numéro trois A, la propriété d'Emmanuel Mongeon, contenant cent acres, plus ou moins.

2° Un acre de terre situé dans le dit canton de Templeton, étant une partie indivise du lot numéro un C, dans le dit second rang, suivant les plan et livre de renvoi officiels du dit canton ; borné aux côtés nord, est et sud par d'autres parties du dit lot No 1 C, la propriété du dit Inkerman Toll, et à l'ouest par la propriété de John Toll—ensemble avec la demie indivise d'une maison en bois dessus érigée.

Les propriétés ci-haut décrites seront mis séparément à l'enchère et adjugées au plus offrant et dernier enchérisseur, le T R E N T I E M E jour de SEPTEMBRE prochain 1899, contenant, dans la chambre du palais de justice, dans la cité de Hull, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour au moins quinze jours précédant la dite vente ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

ARTHUR McCONNELL,
 Procureur des demandeurs.

Hull, 21 août 1899.

3071

Licitation

NOTICE OF SALE BY LICITATION.

Province of Quebec }
 District of Ottawa, } Superior Court.
 Dame Sarah Jane Way et *vir*, Plaintiffs ;
 vs.

Inkerman Toll et *al*, Defendants.
 Notice is hereby given, that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Hull, in the district of Ottawa, on the 28th day of June, 1899, in a cause in which Dame Sarah Jane Way, of Lachute, in the district of Montreal, wife of James Rutherford, watchmaker, of the same place, and the said James Rutherford as well personally as to authorize his said wife, are plaintiffs, and Inkerman Toll, George Toll and John Toll, farmers, all of the township of Templeton, in the county of Wright, in the district of Ottawa ; Thomas Toll, farmer, of the township of Oakley, in the district of Muskoka, in the province of Ontario ; Dame Henrietta Way, of the township of Chertsey, in the county of Montcalm, in the district of Joliette, wife of William Dunning, of the same place, laborer, and the said William Dunning, as well personally as to authorize his said wife ; William Henry Way, of Chertsey aforesaid, farmer ; Stephen Lennox Way, farmer, of Templeton aforesaid ; Alexander Green, farmer, of Templeton aforesaid, in his quality of tutor duly appointed to the persons and estates of John Arthur Way, George Wellington Way, James Albert Way, and Margaret Eleanor Way, all of said township of Templeton, minors issue of the marriage of the late Stephen Way, in his lifetime also of Templeton, with Dame Margaret Dady, his wife ; Dame Mary Elizabeth Way, spinster, of age and exercising her rights, and Joseph Henry Green, farmer, both of Templeton aforesaid, *par reprise d'instance*, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

The south three-quarters of lot number two B (2B), in the second range of the township of Templeton, in the county of Wright, according to the official plan and book of reference of said township ; bounded on the north by part of the same lot owned by Thomas Bigras, on the south by the Ottawa River, on the east by part of lot number two A, forming part of the estate of the late Stephen Way, and on the west by lot number three A, the property of Emmanuel Mongeon, containing one hundred acres, more or less.

2. One acre of land situate in the said township of Templeton, being one undivided part of lot number one C, in said second range, according to the official plan and book of reference thereof ; bounded on the north, east and south sides by other portions of said lot No. 1 C, the property of said Inkerman Toll, and on the West by the property of John Toll—together with the undivided half of a certain wooden house thereon erected.

The properties above described will be put up separately to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER next, 1899, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Hull ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges to be deposited in the office of the protonotary of the said court, at least fifteen days preceeding said sale ; and that any oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ARTHUR McCONNELL,
 Plaintiffs' attorney.

Hull, 21st August, 1899.

3072

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 34*

AMENDEMENTS AUX RÈGLEMENTS DU CONSEIL D'HYGIÈNE :—1610.

ANNONCEURS :—*Avis aux* :—Concernant avis, etc., 1607.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE :—Des Actionnaires de la Chateauguay and Northern Railway Coy, 1615.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 1613 ; Conseil législatif, 1612.

ÉCOLE DISSIDENTE DISSOUE :—Ville-Marie, Co. Pontiac, 1638.

EXAMEN :—Candidats pour licence de mesureur de bois, 1612.

FAILLIS :—Barbeau, 1621 ; Beaulieu, 1622 ; Bourassa, 1622 ; Gagnon & fils, 1621 ; La Banque Ville-Marie, 1621 ; Lefebvre, frères, 1638 ; Lefkovitz, 1622 ; Lemay, 1621 ; Nadeau, 1622 ; Thomson, 1621.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—La Cie du Bulletin médical de Québec, 1617 ; La Cie de conserves alimentaires les Becquets, 1619 ; Mount Royal Club, 1618 ; The Canadian Woollen Mills Co, 1619 ; The Dufferin Falls Lumber, Pulp and Paper Co., 1617.

LICITATION :—Dme Way *et c* vs Toll *et al*, 1639.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :—Par P. F. E. Petit des minutes de Melchior Prévost, 1611.

MUNICIPALITÉSSCOLAIRES :—Demande d'ériger en :—Divers lots du canton de Stratford à la municipalité d'Israëli, 1611 ; Divers lots du canton de Sherbourg à la municipalité de Cherbourog, 1611.

NOMINATIONS :—*Cour des Commissaires* :—Argenteuil, 1607.

Estimateurs :—Municipalité Sainte-Félicité, 1608.

Juges de Paix :—Districts de :—Montréal, 1607 ; Montréal, 1638 ; Richelieu, 1638.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres *pro forma*, 1609 ; Erection du canton Wurtele, 1608.

RATIFICATION :—Three Rivers Iron Works Co., 1620.

RÈGLES DE COUR :—Beaucage vs Beaucage *et al*, 1623 ; Holmes *et al* vs Dunscombe *et al*, 1623.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Beaulac vs Richard, 1616 ; Brodeur vs Marin, 1617 ; Cox vs Evans, 1616 ; Forest vs Forest, 1617 ; Héroux vs Grégoire, 1616 ; Lafortune vs Fontaine, 1616 ; Leprohon vs Berlinguette, 1616 ; Martineau vs Auclair, 1615 ; Perrault vs Dugas, 1615 ; Roy vs Gadbois, 1616.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—Cité de Hull, 1637.

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 34*

AMENDMENTS TO THE REGULATIONS OF THE BOARD OF HEALTH, 1610.

ADVERTISERS :—*Notice to* :—Respecting notices, &c, 1607.

ANNUAL GENERAL MEETING :—Of the Shareholders of the Chateauguay and Northern Railway Coy, 1615.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the* :—Legislative Assembly, 1613 ; Legislative Council, 1612.

DISSIDENT SCHOOL DISSOLVED :—Ville-Marie, Co. Pontiac, 1638.

EXAMINATION :—Candidates for license as lumber culler, 1612.

INSOLVENTS :—Barbeau, 1621 ; Beaulieu, 1622 ; Bourassa, 1622 ; Gagnon & son, 1621 ; La Banque Ville-Marie, 1621 ; Lefebvre, frères, 1638 ; Lefkovitz, 1622 ; Lemay, 1621 ; Nadeau, 1622 ; Thomson, 1621.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—La Cie du Bulletin médical de Québec, 1617 ; Becquets Canning Co, 1619 ; Mount Royal Club, 1618 ; The Canadian Woollen Mills Co, 1619 ; The Dufferin Falls Lumber, Pulp & Paper Coy, 1617.

LICITATION :—Dme Way *et c* vs Toll *et al*, 1639.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER :—From P. F. E. Petit of minutes of Melchior Prévost, 1611.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to erect in :—Several lots of the township of Stratford to the municipality of Israëli, 1611 ; Several lots of the township of Sherbourg to the municipality of Sherbourg, 1611.

APPOINTMENTS :—*Commissioners' Court* :—Argenteuil, 1607.

Valuators :—Municipality Sainte-Félicité, 1608.

Justices of the peace :—Districts of :—Montreal, 1607 ; Montreal, 1638 ; Richelieu, 1638.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked *pro forma*, 1609 ; Erection of township Wurtele, 1608.

RATIFICATION :—Three Rivers Iron Works Co., 1620.

RULES OF COURT :—Beaucage vs Beaucage *et al*, 1623 ; Holmes *et al* vs Dunscombe *et al*, 1623.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Beaulac vs Richard, 1616 ; Brodeur vs Marin, 1617 ; Cox vs Evans, 1616 ; Forest vs Forest, 1617 ; Héroux vs Grégoire, 1616 ; Lafortune vs Fontaine, 1616 ; Leprohon vs Berlinguette, 1616 ; Martineau vs Auclair, 1615 ; Perrault vs Dugas, 1615 ; Roy vs Gadbois, 1616.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—City of Hull, 1637.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Dionne vs Faucher, 1623.

BEAUCE :—Letellier vs Poulin, 1624.

CHICOUTIMI :—Langlois vs Larouche, 1624 ; Les commissaires d'écoles de Chicoutimi vs Savard, 1624.

GASPÉ :—Tarrah vs Taker, 1625.

IBERVILLE :—O'Gilvie vs Labossière, 1625.

MONTREAL :—Banque d'Ontario vs Holland, 1532 ; Dme Bolduc vs Caillé, 1627 ; Dme Grisé vs Grisé *es-qual.*, 1630 ; Dme Valiquette vs Savage, 1631 ; Dlle Monette vs Monette *et al.*, 1626 ; L'hon. Masson *et al.* vs Thompson, 1626 ; Royal Institution, etc., vs Guerin, 1629 ; Royal Institution, etc., vs Rafter, 1630 ; Sun Life Assurance Co. vs Guerin, 1627.

OTTAWA :—Fortin vs Tremblay, jr., 1633 ; Smith, failli, ; Tilley vs Walker, 1634.

QUEBEC :—Cité de Québec vs Leconnelli, 1634 ; Dme Dumas vs Stephens, 1635 ; Lavallée vs Morin, 1635.

RICHELIEU :—Paradis vs DeBlois, 1636.

TROIS-RIVIÈRES :—Ducharme vs Lamothe, 1636 ; LeBlanc vs Despins, 1636.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Dionne vs Faucher, 1623.

BEAUCE :—Letellier vs Poulin, 1624.

CHICOUTIMI :—Langlois vs Larouche, 1624 ; The school commissioners of Chicoutimi vs Savard, 1624.

GASPÉ :—Tarrah vs Taker, 1625.

IBERVILLE :—O'Gilvie vs Labossière, 1625.

MONTREAL :—Ontario Bank vs Holland, 1532 ; Dm Bolduc vs Caillé, 1627 ; Dme Grisé vs Grisé *es-qual.*, 1630 ; Dme Valiquette vs Savage, 1631 ; Miss Monette vs Monette *et al.*, 1626 ; The hon. Masson *et al.* vs Thompson, 1626 ; Royal Institution, &c., vs Guerin, 1629 ; Royal Institution, &c., vs Rafter, 1630 ; Sun Life Assurance Co. vs Guerin, 1627.

OTTAWA :—Fortin vs Tremblay, jr., 1633 ; Smith, Insolvent, ; Tilley vs Walker, 1634.

QUEBEC :—City of Quebec vs Leconnelli, 1634 ; Dme Dumas vs Stephens, 1635 ; Lavallée vs Morin, 1635.

RICHELIEU :—Paradis vs DeBlois, 1636.

THREE RIVERS :—Ducharme vs Lamothe, 1636 ; LeBlanc vs Despins, 1636.

